



Comptes consolidés
31 décembre 2017

I. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2017	2016
CHIFFRE D'AFFAIRES	4	2 510 437	2 311 941
Coût des ventes	5.a.	(1 475 043)	(1 336 535)
MARGE BRUTE		1 035 394	975 406
Charges commerciales et marketing		(223 891)	(204 535)
Frais de recherche et développement		(186 389)	(178 270)
Frais administratifs		(223 553)	(231 531)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		401 561	361 070
Autres produits opérationnels	5.b.	302	3 865
Autres charges opérationnelles	5.b.	(30 379)	(8 425)
RESULTAT OPERATIONNEL		371 484	356 510
Produits financiers	9.a.	46 545	76 521
Charges financières	9.a.	(69 410)	(84 321)
RESULTAT FINANCIER		(22 865)	(7 800)
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence	11.a.	(1 419)	(729)
RESULTAT AVANT IMPOTS		347 200	347 981
Impôts sur les bénéfices	10	(87 013)	(97 150)
RESULTAT NET		260 187	250 831
Attribuable aux :			
- actionnaires d'Ingenico Group SA		256 167	244 276
- participations ne donnant pas le contrôle	11.b.	4 020	6 555
RESULTAT PAR ACTION (en euros)	12.b.		
Résultat :			
- de base		4,14	4,00
- dilué		4,06	3,91

II. ETAT DU RESULTAT GLOBAL

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2017	2016
Résultat net attribuable aux actionnaires d'Ingenico Group SA		256 167	244 276
Ecarts de conversion (1)		(58 917)	(3 483)
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture (2)	9.c.	1 065	(407)
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente		1 109	(7 657)
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies	6.c.	(1 404)	(7 801)
Impôts sur gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global		(473)	3 934
TOTAL DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES D'INGENICO GROUP SA (3)		(58 620)	(15 414)
Résultat net et autres éléments du résultat global attribuables aux actionnaires d'Ingenico Group SA		197 547	228 862
Résultat net et autres éléments du résultat global attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		4 020	6 555
Ecarts de conversion attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		(3 520)	(353)
RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE		198 047	235 064

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2017	2016
Impôts sur écarts de conversion		-	3
Impôts sur instruments financiers dérivés de couverture		(350)	157
Impôts sur variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente		(342)	2 225
Impôts sur écarts actuariels des régimes à prestations définies		219	1 549
IMPOTS SUR GAINS ET PERTES COMPTABILISES EN AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL		(473)	3 934

⁽¹⁾ En 2017 les écarts de conversion proviennent principalement des filiales dont la comptabilité est tenue en US dollar. En 2016, les écarts de conversion étaient liés en partie à la chute de la livre sterling.

⁽²⁾ Comptabilisation en « autres éléments du résultat global » des variations de valeur des swaps de taux sur emprunts bancaires et des contrats de couverture de change sur flux de trésorerie pour leur part efficace.

⁽³⁾ A l'exception des gains et pertes actuariels sur réévaluation du passif net au titre des prestations définies, les autres éléments comptabilisés en autres éléments du résultat global seront ultérieurement recyclés dans le compte de résultat consolidé.

III. ETATS DE LA SITUATION FINANCIERE

ACTIF <i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2017	2016
Goodwill	7.a.	2 478 521	1 409 291
Autres immobilisations incorporelles	7.b.	957 504	488 151
Immobilisations corporelles	7.c.	88 365	74 893
Participations dans les sociétés mises en équivalence	11.a.	7 565	8 636
Actifs financiers		19 833	16 633
Actifs d'impôt différé	10.c.	61 062	58 109
Autres actifs non courants	5.f.	39 416	27 491
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		3 652 266	2 083 204
Stocks	5.d.	170 573	172 483
Clients et créances d'exploitation	5.e.	556 507	501 061
Créances liées à l'activité d'intermédiation	5.k.	172 708	28 525
Autres actifs courants	5.f.	38 776	23 972
Créances d'impôt courant		21 000	26 962
Instruments financiers dérivés	9.c.	8 303	12 444
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	5.k.	460 555	273 086
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.b.	595 939	1 013 854
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		2 024 361	2 052 387
TOTAL DES ACTIFS		5 676 627	4 135 591

PASSIF <i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2017	2016
Capital		62 363	61 493
Primes d'émission et d'apport		817 990	762 360
Autres réserves		981 523	840 986
Ecart de conversion		(22 090)	37 827
Capitaux propres attribuables aux actionnaires d'Ingenico Group SA	12.a.	1 839 786	1 702 666
Participations ne donnant pas le contrôle		11 130	4 238
TOTAL CAPITAUX PROPRES		1 850 916	1 706 904
Dettes financières à long terme	9.b.	1 549 115	896 440
Provisions pour retraites et engagements assimilés	6.c.	25 132	24 804
Autres provisions à long terme	8	24 417	24 164
Passifs d'impôt différé	10.c.	226 546	133 780
Autres dettes non courantes	5.h.	66 520	126 866
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		1 891 730	1 206 054
Dettes financières à court terme	9.b.	552 619	243 742
Autres provisions à court terme	8	19 026	29 797
Dettes fournisseurs et autres dettes courantes	5.g.	510 708	504 601
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	5.k.	598 323	301 611
Dettes diverses courantes	5.i.	226 309	119 045
Dettes d'impôt exigible	10.d.	24 340	20 036
Instruments financiers dérivés	9.c.	2 656	3 801
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		1 933 981	1 222 633
TOTAL DES PASSIFS		3 825 711	2 428 687
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		5 676 627	4 135 591

IV. TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2017	2016
Résultat de la période		260 187	250 831
Ajustements pour :			
- Résultat des mises en équivalence		1 419	729
- Elimination de la charge (produit) d'impôt		87 013	97 150
- Elimination des amortissements et provisions		110 698	93 027
- Elimination des profits/pertes de réévaluation (juste valeur)		3 223	(3 805)
- Elimination des résultats de cession d'actifs		74	100
- Elimination des charges (produits) d'intérêts nettes		18 802	3 296
- Coût des paiements fondés sur des actions (1)		13 315	23 994
Intérêts versés		(11 578)	(11 867)
Impôts payés		(96 921)	(131 066)
		386 232	322 389
Résultat opérationnel avant variation du besoin en fonds de roulement			
Stocks		(9 594)	(25 595)
Créances et autres débiteurs		(65 380)	(12 075)
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		7 259	25 397
Variation du besoin en fonds de roulement	5.j.	(67 715)	(12 273)
Besoin en fonds de roulement du préfinancement marchands (2)		21 003	-
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES		339 520	310 116
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(87 784)	(76 570)
Produit de cessions d'immobilisation corporelles et incorporelles		778	8 650
Acquisition de filiales sous déduction de la trésorerie acquise	3	(1 257 079)	(53 460)
Cession de filiales sous déduction de la trésorerie cédée	3	-	3 283
Prêts et avances consentis		(4 337)	(15 646)
Remboursements reçus sur prêts		7 596	987
Dividendes reçus		6 138	-
Intérêts encaissés		7 464	8 017
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		(1 327 224)	(124 739)
Augmentation de capital *		1 769	-
(Achats) ventes d'actions propres *		178	180
Emissions d'emprunts	9.b.	919 377	-
Remboursements d'emprunts	9.b.	(274 791)	(37 731)
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées *		8 822	575
Financement du préfinancement marchands (2)		(21 003)	-
Variation des autres dettes financières	9.b.	(702)	(281)
Effet des instruments financiers dérivés *		-	(13 703)
Dividendes versés aux actionnaires *		(40 479)	(36 284)
Impôts sur les opérations de financement *		(1 724)	(1 063)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		591 447	(88 307)
Incidence de la variation de cours des devises		(18 414)	6 271
VARIATION DE TRESORERIE		(414 671)	103 341
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets d'ouverture		1 003 243	899 902
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets de clôture		588 572	1 003 243

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Valeurs mobilières de placement et dépôts à terme (uniquement pour la partie qui a un caractère de disponibilités)	89 966	285 130
Disponibilités	505 973	728 724
Comptes créditeurs de banque	(7 367)	(10 611)
TOTAL TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE NETS	588 572	1 003 243

⁽¹⁾ En 2017, le coût des paiements fondés sur des actions d'un montant de 13,3 millions d'euros comprend 8,1 millions d'euros payés en instruments de capitaux propres et 5,2 millions d'euros payés en trésorerie.

⁽²⁾ Dans le cadre de son activité de services transactionnels, le Groupe assure l'intermédiation entre les marchands, les émetteurs de carte de crédit, et le consommateur final. Les fonds attendus correspondant au paiement du consommateur final sont enregistrés en créances liées à l'activité d'intermédiation tandis que les fonds reçus non encore remis aux marchands sont enregistrés en fonds liés à l'activité d'intermédiation, c'est-à-dire hors de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La contrepartie est une dette due aux marchands. La réception et la remise de ces fonds sont des opérations neutres sur les Tableaux des flux de trésorerie Groupe qui sont enregistrées dans des comptes de bilan dédiés à l'actif et au passif, et présentées dans les Etats de la situation financière consolidés du Groupe.

Dans le cadre des activités de Bambora, il arrive que des fonds soient remis à des marchands avant même qu'ils n'aient été reçus par le Groupe, de la part des émetteurs de cartes. La durée de ce « préfinancement marchands » est généralement d'un ou deux jours. Afin d'éviter de puiser dans sa trésorerie pour assurer cette remise en avance aux marchands, le Groupe a recours à un financement bancaire spécifique et dédié. L'effet en besoin de trésorerie et son financement immédiat sont inclus dans les activités opérationnelles et dans les opérations de financement du tableau de flux de trésorerie.

* Ces éléments du tableau de flux de trésorerie sont sans effet sur l'endettement brut du Groupe (éléments de capitaux propres).

V. ETATS DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Ecarts de conversion	Part efficace des instruments de couverture	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Total capitaux propres consolidés - Part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
Solde au 1er janvier 2016	60 991	722 397	40 677	(358)	(7 034)	689 323	1 505 996	4 858	1 510 854
Résultat net 2016						244 276	244 276	6 555	250 831
Autres éléments du résultat global			(3 483)	(250)		(11 681)	(15 414)	(353)	(15 767)
Résultat global			(3 483)	(250)		232 595	228 862	6 202	235 064
Dividendes versés aux actionnaires (1)						(34 475)	(34 475)	(4 540)	(39 015)
Dividendes versés aux actionnaires : paiement du dividende en actions (2)	502	43 951				(44 454)	(1)		(1)
Actions propres (3)		(3 988)			4 289	(9 065)	(8 764)		(8 764)
Paiements fondés sur des actions et levées de souscription d'actions (4)						15 147	15 147		15 147
Réévaluation des puts (5)						(7 252)	(7 252)		(7 252)
Relutions (6)			633			2 484	3 117	(2 282)	835
Autres				1		35	36		36
Solde au 31 décembre 2016	61 493	762 360	37 827	(607)	(2 745)	844 338	1 702 666	4 238	1 706 904
Résultat net 2017						256 167	256 167	4 020	260 187
Autres éléments du résultat global			(58 917)	715		(418)	(58 620)	(3 520)	(62 140)
Résultat global			(58 917)	715		255 749	197 547	500	198 047
Dividendes versés aux actionnaires (1)						(37 740)	(37 740)		(37 740)
Dividendes versés aux actionnaires : paiement du dividende en actions (2)	732	54 004				(54 736)			
Actions propres (3)					48	85	133		133
Paiements fondés sur des actions et levées de souscription d'actions (4)	138	1 626				8 104	9 868		9 868
Réévaluation des puts (5)						(35 810)	(35 810)		(35 810)
Dilutions (6)			(1 000)			3 979	2 979	5 577	8 556
Relutions (7)						(815)	(815)	815	
Autres (8)						958	958		958
Solde au 31 décembre 2017	62 363	817 990	(22 090)	108	(2 697)	984 112	1 839 786	11 130	1 850 916

2017:

(1) Paiement du dividende en numéraire le 12 juin 2017, soit 1,50 euro par action.

(2) Paiement du dividende en actions par incorporation de réserves et création de 731 856 actions.

(3) Le portefeuille d'actions propres est décrit en note 12 Capitaux propres.

(4) Paiements fondés sur des actions :

- L'augmentation des réserves consolidées correspond à la juste valeur des actions gratuites et autres instruments attribués et comptabilisés à chaque exercice dans le résultat opérationnel.
- L'augmentation du capital social et la diminution des primes d'émission et d'apport correspond à l'émission d'actions nouvelles pour servir les plans d'attributions d'actions gratuites arrivés à terme pendant l'exercice.

(5) Réévaluation des puts accordés aux actionnaires minoritaires des filiales Ingenico Holdings Asia Ltd et Ingenico Japan Co. Ltd.

(6) Cession de 3% d'Ingenico Holdings Asia Ltd à des managers des activités chinoises du Groupe.

(7) Acquisition des parts minoritaires de Think & Go (via Ingenico Connected Screens).

(8) Inclus l'effet sur les impôts différés comptabilisés par capitaux propres de la baisse du taux d'impôt français à compter de 2019.

2016:

- (1) Paiement du dividende en numéraire le 3 juin 2016, soit 1,30 euro par action.
- (2) Paiement du dividende en actions par incorporation de réserves et création de 502 641 actions.
- (3) Comptabilisation de la prime d'option sur actions Ingenico Group soit (13,7) millions d'euros, impôt différé passif de 4,7 millions d'euros. Le portefeuille d'actions propres est décrit en note 12 Capitaux propres.
- (4) Paiements fondés sur des actions :
 - L'augmentation des réserves consolidées correspond à la juste valeur des actions gratuites et autres instruments attribués et comptabilisés à chaque exercice dans le résultat opérationnel.
- (5) Réévaluation du put accordé à l'actionnaire minoritaire d'Ingenico Holdings Asia Ltd.
- (6) Dont rachat de 1,16% des actions d'Ingenico Holdings Asia Ltd à High Champion.

INDEX DES NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1.	LE GROUPE	11
2.	REGLES ET METHODES COMPTABLES	11
3.	FAITS MARQUANTS	14
4.	INFORMATION SECTORIELLE	16
5.	DONNEES OPERATIONNELLES	18
a.	Coûts par nature	19
b.	Autres produits et charges opérationnels.....	20
c.	Réconciliation des indicateurs alternatifs de performance avec les comptes consolidés.....	21
d.	Stocks	23
e.	Clients et créances d'exploitation.....	24
f.	Autres actifs courants et non courants.....	25
g.	Dettes fournisseurs et autres dettes courantes.....	25
h.	Autres dettes non courantes	26
i.	Dettes diverses courantes	26
j.	Réconciliation entre bilan et variation du besoin en fonds de roulement	27
k.	Fonds, créances et dettes liés à l'activité d'intermédiation	28
6.	AVANTAGES AU PERSONNEL ET REMUNERATION DES DIRIGEANTS (PARTIES LIEES)	29
a.	Frais de personnel	29
b.	Coût des paiements fondés sur des actions	29
c.	Provisions pour retraites et engagements assimilés	30
d.	Transactions avec les parties liées	34
7.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	35
a.	Goodwill	35
b.	Autres immobilisations incorporelles.....	39
c.	Immobilisations corporelles.....	43
8.	AUTRES PROVISIONS	45
9.	FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS	48
a.	Coût financier net.....	48
b.	Endettement financier net.....	49
c.	Instruments financiers dérivés	53
d.	Définition des classes d'actifs et de passifs financiers par catégorie comptable	56
e.	Gestion des risques financiers	59
10.	IMPÔTS	67
a.	Charge d'impôt	68
b.	Preuve d'impôt.....	68
c.	Impôt différé.....	70
d.	Dettes d'impôt courant	71
11.	SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE ET INTERETS NE DONNANT PAS LE CONTROLE	72
a.	Participations dans les entreprises mises en équivalence.....	72
b.	Intérêts ne donnant pas le contrôle.....	72
12.	CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION	74
a.	Capitaux propres consolidés.....	74
b.	Résultat par action	75
13.	ENGAGEMENTS HORS BILAN	76
14.	PRINCIPALES SOCIETES CONSOLIDEES DU GROUPE	78
15.	EVENEMENTS POST-CLOTURE	81
16.	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	81
17.	INFORMATION FINANCIERE PRO FORMA	82

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1. LE GROUPE

Les états financiers consolidés ci-joints présentent les opérations de la société Ingenico Group SA (ci-après dénommée « la Société ») et de ses filiales ainsi que la quote-part du Groupe dans les entreprises sur lesquelles il exerce une influence notable ou un contrôle conjoint (l'ensemble étant désigné comme « le Groupe »).

Ingenico Group est le leader mondial des solutions de paiement intégrées, et offre des solutions de paiements sur tous les canaux (en magasin, sur mobile, sur Internet et en cross-canal). Son offre s'articule autour de trois marques commerciales : Ingenico Smart Terminals, Ingenico Payment Services, Ingenico ePayments.

Ingenico Group SA est une société française dont les titres ont été admis sur le second marché de la bourse de Paris en 1985 et dont le siège social est situé à Paris.

Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 21 février 2018. Ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale annuelle du 16 mai 2018.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés au titre de l'exercice 2017 sont établis conformément aux normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*) telles que publiées par l'IASB (*International Accounting Standards Board*), et telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2017. Ces normes sont disponibles sur le site Internet de l'Union européenne à l'adresse :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les nouveaux textes obligatoirement applicables à compter du 1er janvier 2017 et concernant le Groupe sont les suivants :

- Modification d'IAS 7 : Initiative concernant les informations à fournir ;
- Modification d'IAS12 : Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes ;
- Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2014-2016 ;

L'application de ces normes n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés.

Les normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'IASB ou l'IFRIC ainsi que par l'Union européenne au 31 décembre 2017, dont l'application n'est pas obligatoire, n'ont pas donné lieu à une application anticipée. Elles concernent :

- IFRS 15 : Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients ;
- Clarification d'IFRS 15 : Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients ;
- IFRS 9 : Instruments financiers ;
- Modification d'IFRS 4 : Application d'IFRS 9 et d'IFRS 4 ;
- IFRS 16 : Contrats de location.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la norme IFRS 15, le Groupe a mené durant 2015 et 2016, des analyses qualitatives et quantitatives des impacts de la nouvelle norme sur ses comptes.

En ce qui concerne les contrats de services des activités de services de paiement, le groupe ne prévoit pas de changements dans sa position de principal pour l'exécution de ces prestations. En effet, les prestations des entités de services de paiement sont un service complet, une solution globale qui inclut le processing du paiement via la plateforme d'Ingenico, la bonne fin de la transaction en garantissant la collecte et le versement de paiement sur le compte bancaire des marchands. Du fait de l'acquisition du groupe Bambora en fin d'année, le groupe poursuit toutefois ses investigations dans ce domaine sous l'angle du texte « clarifications à IFRS15 ».

Les autres dispositions de la norme n'impactent que marginalement la reconnaissance du revenu du Groupe et ne concernent que des contrats spécifiques sur lesquels une partie du revenu sera différé.

Le Groupe a opté pour l'application de la méthode rétrospective complète pour le passage à IFRS 15 et à ce titre a donc commencé à conduire dès 2017 les retraitements de ses comptes trimestriels qui serviront de comparatifs à l'année 2018. Les premiers résultats de ces retraitements corroborent ceux de l'analyse faite précédemment.

Il en résulte que le Groupe n'anticipe pas d'impacts majeurs de l'application d'IFRS 15 et que ses indicateurs financiers devraient être peu affectés, à la fois pour l'activité de distribution de terminaux dont le revenu est reconnu généralement à un point donné et pour l'activité des services transactionnels dont le revenu est généralement reconnu sur le temps.

IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018 sur une base rétrospective. Le Groupe prévoit d'utiliser l'exemption de retraitement des informations comparatives et comptabilisera les éventuels ajustements transitoires sur le solde d'ouverture des capitaux propres au 1er janvier 2018.

Les impacts attendus de l'application des nouvelles exigences d'IFRS 9 sur les états financiers du Groupe sont les suivants:

(a) Classification et mesure des instruments financiers

IFRS 9 contient trois catégories de classification principaux actifs financiers: évalués à (1) coût amorti, (2) la juste valeur par résultat et (3) la juste valeur par résultat global. Le Groupe a évalué que ses actifs financiers actuellement principalement évalués au coût amorti continueront à être classés et évalués au coût amorti.

(b) Dépréciation

Le nouveau modèle de dépréciation remplace le modèle de «pertes encourues» dans IAS 39 par un modèle de «pertes de crédit attendues». Le Groupe s'attend à ce que l'application du modèle de perte de crédit attendu entraîne une comptabilisation anticipée des pertes sur créances. Sur la base d'une évaluation préliminaire, IFRS 9 ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les états financiers du Groupe.

(c) Comptabilité de couverture

Le Groupe initie essentiellement des relations de micro-couverture. Le Groupe a choisi d'appliquer la phase 3 d'IFRS 9 au 1er janvier 2018, en tenant compte du coût limité des changements à mettre en œuvre par rapport aux avantages de l'application.

Enfin le Groupe a choisi de ne pas opter pour une application anticipée d'IFRS 16 en même temps qu'IFRS 15.

Les normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'IASB ou l'IFRIC mais non encore adoptés par l'Union européenne au 31 décembre 2017 n'ont pas donné lieu à une application anticipée. Elles sont les suivantes :

- IAS 40 : Transferts d'immeubles de placement ;
- Améliorations annuelles des IFRS : Cycle 2014-2016 ;
- Interprétation IFRIC 22 : Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée ;
- Interprétation IFRIC 23 : Incertitude relative aux traitements fiscaux.

L'application de ces normes, amendements de normes et interprétations ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les comptes consolidés.

Bases de préparation

Les états financiers consolidés sont présentés en euros, monnaie de présentation du Groupe. Les données financières sont arrondies au millier d'euros le plus proche, sauf indication contraire.

Les états financiers sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, actifs financiers disponibles à la vente, trésorerie et équivalents de trésorerie, découverts bancaires. Les actifs et passifs liés à un regroupement d'entreprises sont évalués à leur juste valeur à la date du regroupement, cette juste valeur constituant le coût historique dans les comptes du Groupe.

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir un impact sur l'application des méthodes comptables, sur les montants de certains actifs et passifs, ainsi que sur certains éléments du résultat de la période. Elles concernent notamment :

- les tests de perte de valeur sur les actifs (note 7) ;
- les dettes de put (note 5) ;
- les actifs financiers disponibles à la vente (note 5) ;
- les hypothèses de valorisation retenues dans le cadre de l'identification des actifs incorporels lors des regroupements d'entreprises ;
- la charge relative aux paiements fondés sur des actions (note 6) ;
- la détermination de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles (note 7) ;
- les estimations des provisions, notamment les litiges (note 8) ;
- les actifs et passifs résultant des contrats de location-financement (note 5) ;
- les hypothèses retenues pour la reconnaissance des impôts différés actifs (note 10) ;
- en matière de reconnaissance du chiffre d'affaires, l'allocation en fonction de la valeur relative de chaque élément séparable d'un contrat à éléments multiples (note 5) ;

- la reconnaissance du chiffre d'affaires en brut/net pour les activités de services (note 5).

Ainsi, les résultats réels peuvent différer de ces estimations en fonction des hypothèses retenues et des circonstances.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées de façon permanente sur l'ensemble des exercices présentés dans les états financiers consolidés.

Les méthodes comptables ont été appliquées de manière uniforme par l'ensemble des entités du Groupe.

Conversion des transactions libellées en devises étrangères

Les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis en euros en utilisant le cours de change à cette date. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de la transaction. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués à la juste valeur sont convertis en utilisant le cours de change de la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de change latents résultant de la conversion sont comptabilisés en résultat.

Les écarts de change résultant de la conversion des opérations courantes libellées en devises étrangères sont présentés dans le résultat opérationnel courant. Ces opérations courantes sont relatives aux éléments du besoin en fonds de roulement d'exploitation, ainsi que les opérations de couverture associées.

À l'exception des écarts de change issus des opérations courantes décrites ci-dessus, tous les autres écarts de change sont comptabilisés dans le résultat financier.

Conversion des états financiers exprimés en devises étrangères

Les comptes consolidés du Groupe sont présentés en euros.

Les actifs et les passifs d'une activité à l'étranger pour laquelle la monnaie fonctionnelle diffère de la monnaie de présentation, sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture, à l'exception de la situation nette qui est conservée à sa valeur historique. Les produits et les charges d'une activité à l'étranger, sont convertis en euros en utilisant les taux moyens de la période, sauf en cas de fluctuation importante. Les écarts de change résultant des conversions sont comptabilisés en autres éléments du résultat global et accumulés dans les réserves.

3. FAITS MARQUANTS

Réorganisation du Groupe

Le 23 février 2017 le Groupe a annoncé sa réorganisation autour de deux Business Units répondant aux besoins distincts des distributeurs et e-commerçants, ainsi qu'à ceux des banques et acquéreurs.

La Business Unit Retail aide la grande distribution et les e-commerçants à accompagner les consommateurs dans leur parcours d'achat omnicanal, à développer leurs activités transfrontalières et à augmenter leur taux de conversion. Elle combine une offre de terminaux, de services de paiement en magasin et en ligne, et des solutions de paiement omnicanal pour offrir à ses clients des services fluides et unifiés.

La Business Unit Banques & Acquéreurs « B&A » permet aux banques et acquéreurs de réduire la complexité de la gestion des paiements, et de différencier leur offre à destination des marchands. Elle propose une gamme optimisée de terminaux, ainsi que des services à valeur ajoutée, bâtis autour des terminaux.

En conséquence, les segments opérationnels et les unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe ont été modifiés.

Selon la norme IFRS 8, un secteur opérationnel est une composante d'une entité :

- (a) qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges (y compris des produits des activités ordinaires et des charges relatifs à des transactions avec d'autres composantes de la même entité) ;
- (b) dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et à évaluer sa performance ; et
- (c) pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

En application des 3 critères ci-dessus, les segments opérationnels retenus sont Banques & Acquéreurs d'une part et Retail d'autre part.

Selon IAS 36, une unité génératrice de trésorerie est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Chaque unité ou groupe d'unités auxquels le goodwill est ainsi affecté :

- (a) doit représenter au sein de l'entité le niveau le plus bas auquel le goodwill est suivi pour des besoins de gestion interne; et
- (b) ne doit pas être plus grand qu'un secteur opérationnel tel que défini par IFRS 8.

Banques & Acquéreurs forme un seul segment opérationnel, dont la performance financière est suivie par le Comité Exécutif comme une seule BU. Mais au sein de Banques & Acquéreurs, chaque région géographique bénéficie d'une indépendance organisationnelle, commerciale et d'investissement. Ainsi, ce segment est divisé en plusieurs UGT : Amérique du Nord, Amérique Latine, Europe et Moyen-Orient, et Asie Pacifique & Chine.

Les UGT du Groupe dans la nouvelle organisation sont donc au nombre de cinq : Retail et chacune des quatre régions géographiques de Banques & Acquéreurs.

Acquisition de TechProcess

Le 20 février 2017, le Groupe a fait l'acquisition de la société indienne TechProcess. Fondé en 2000, TechProcess a développé des solutions et acquis des positions significatives sur plusieurs segments de marché, notamment sur les plateformes de paiement en ligne, le paiement de factures, le paiement sur mobile et les paiements récurrents. L'acquisition de TechProcess renforcera la stratégie d'Ingenico Group en Inde.

TechProcess fait partie du segment opérationnel Retail.

Acquisition de SST

Le 27 avril 2017, le Groupe a fait l'acquisition de System of Secure Transactions LLC (« SST »), partenaire et distributeur d'Ingenico Group en Ukraine depuis 1997.

SST est intégrée dans les comptes du Groupe dans le segment opérationnel Banques & Acquéreurs.

Acquisition de Bambora

Le 14 novembre 2017, le Groupe a finalisé l'acquisition du groupe suédois Bambora, pour un montant total de 1,5 milliard d'euros.

Bambora est un spécialiste des services de paiement, in-store, mobile et online, adressant le marché des grandes entreprises mais également celui des petits et moyens commerçants. Le groupe emploie plus de 700 personnes en Europe, Amérique du Nord et Australie.

Bambora est initialement intégré au segment opérationnel Retail.

Acquisition d'IECISA

En octobre 2017, le Groupe a annoncé l'acquisition d'IECISA Electronic Payment System, fournisseur de services de paiement de premier plan en Espagne. IECISA Electronic Payment System est la division d'Informática El Corte Inglés, S.A. (IECISA), la division technologie et numérique du groupe El Corte Inglés. L'opération comprend un accord de coopération avec IECISA afin de proposer des services de paiement innovants aux commerçants.

Cette acquisition s'est faite sous la forme d'achat d'actifs, qui sont intégrés dans le segment opérationnel Retail.

Une information proforma des acquisitions de l'exercice est incluse en Note 17 de ce document.

Sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne (Brexit)

En juin 2016, l'annonce de la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne a entraîné une forte variation de certains indicateurs économiques, tels que les taux d'intérêts, le cours des actions de nombreuses sociétés anglaises, le taux de change de la livre sterling. La baisse de la livre sterling a impacté le chiffre d'affaires et le résultat des filiales anglaises du Groupe, alors que les évolutions de taux d'intérêts ont eu pour conséquence une augmentation de la provision pour retraite.

En 2017, le taux de change de la livre sterling a continué d'augmenter, passant de 0,8562 au 31 décembre 2016 à 0,8872 au 31 décembre 2017. La contribution au Groupe d'un même bénéfice enregistré dans les filiales dont la comptabilité est tenue en livre sterling a donc diminué en 2017.

Par ailleurs les réserves de conversion du Groupe enregistrent un impact négatif de 2,3 millions d'euros.

Au 31 décembre 2017, le Brexit n'a pas entraîné de dépréciation d'actif ou de charge de restructuration pour le Groupe.

4. INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs constituent des centres de profit pour lesquels il existe une mesure complète de la performance. Les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par le comité exécutif, principal décideur opérationnel tel que défini par IFRS 8.

Comme décrit dans la note 3 Faits marquants, la réorganisation du Groupe en 2017 a eu pour conséquence la modification des segments opérationnels. Les secteurs opérationnels retenus au 31 décembre 2017 sont donc Banques & Acquéreurs d'une part et Retail d'autre part. Les chiffres relatifs à l'année 2016 ont été retraités afin de présenter une information financière comparable.

Chiffre d'affaires et résultat opérationnel courant par activité et secteur

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017		
	Banques & Acquéreurs	Retail	Consolidé
Chiffre d'affaires hors-groupe	1 411 084	1 099 353	2 510 437
Terminaux et services liés			1 661 545
Transactions			848 892
Résultat opérationnel courant	338 755	62 806	401 561

<i>(en milliers d'euros)</i>	2016		
	Banques & Acquéreurs	Retail	Consolidé
Chiffre d'affaires hors-groupe	1 300 644	1 011 297	2 311 941
Terminaux et services liés			1 584 031
Transactions			727 910
Résultat opérationnel courant	291 062	70 008	361 070

En 2016, le chiffre d'affaires réalisé par les entités françaises du Groupe s'élevait à 229,7 millions d'euros. Il se monte à 262,8 millions d'euros pour l'année 2017.

Charges sans contrepartie en trésorerie

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017		
	Banques & Acquéreurs	Retail	Consolidé
Charges d'amortissement	35 694	89 327	125 021
Dotations aux provisions nettes des reprises de provisions et paiements fondés en actions	(1 750)	742	(1 008)

<i>(en milliers d'euros)</i>	2016		
	Banques & Acquéreurs	Retail	Consolidé
Charges d'amortissement	28 379	62 051	90 430
Dotations aux provisions nettes des reprises de provisions et paiements fondés en actions	18 409	8 182	26 591

5. DONNEES OPERATIONNELLES

Ventes de biens et prestations de services

Le chiffre d'affaires du Groupe est constitué principalement par des ventes et locations de terminaux de paiement et par des prestations de services liées aux terminaux, ou au traitement des transactions de paiement sous différentes modalités.

Aucun produit n'est comptabilisé lorsqu'il y a une incertitude significative quant (i) au recouvrement de la contrepartie due, (ii) aux coûts encourus ou à encourir associés à la prestation ou (iii) au retour possible des marchandises en cas de droit d'annulation de l'achat, et lorsque le Groupe reste impliqué dans la gestion des biens. Le chiffre d'affaires est reconnu en fonction du type de vente.

Ventes de biens

L'enregistrement des ventes est fonction de la nature du contrat :

Ventes fermes

Quel que soit le client du Groupe (distributeur ou client final), les produits provenant de la vente de terminaux sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur. Le Groupe opère sur les marchés internationaux et ses ventes sont majoritairement faites ex-works (incoterm EXW), le revenu est donc reconnu à la sortie de l'usine. Dans les cas où un autre incoterm est utilisé, le Groupe apprécie le moment où le risque inhérent à la vente a été transféré à l'acheteur pour enregistrer le revenu correspondant.

Location

Sur certains marchés, les terminaux sont proposés à la location. Ces contrats sont qualifiés soit de locations simples soit de location financement au regard d'IAS 17. Dans le cas de locations simples, le revenu est reconnu au rythme des loyers reçus. Dans le cas de locations financement, l'intégralité du revenu est reconnue au début du contrat de location. Les ventes sont reconnues lors du transfert des risques et avantages inhérents à la propriété des biens, pour un montant égal au plus faible de la juste valeur du bien loué ou de la valeur actualisée des paiements à recevoir au titre de la location. La durée de location est généralement la durée de vie du terminal. Un produit financier est enregistré sur chaque période couverte par le contrat de location reflétant un taux d'intérêt constant appliqué sur le solde de la créance restant due par le client.

Le chiffre d'affaires des contrats de location simple est comptabilisé en produits sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

Ventes de services

Les produits provenant des prestations de services sont comptabilisés dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de clôture, par référence aux travaux exécutés. Lorsque les services sont fournis au moyen d'un nombre indéterminé d'opérations, la comptabilisation des produits est effectuée linéairement sur la durée du contrat.

Maintenance et services des terminaux

Le chiffre d'affaires des contrats de services des terminaux est enregistré sur la durée du contrat, prorata temporis en ce qui concerne les contrats de maintenance de matériels lorsque le client a souscrit un tel contrat à la vente des terminaux. Sinon, le chiffre d'affaires est comptabilisé dès la prestation de services réalisée (installation par exemple).

Transactions

Le chiffre d'affaires des contrats de services liés aux transactions est enregistré au fur et à mesure que les prestations sont rendues et est généralement fonction des volumes et/ou montants des transactions opérées.

Pour certaines prestations de services, il convient de déterminer si le Groupe agit en tant que principal ou agent en suivant les critères fournis par la norme IAS 18 (responsabilité de la prestation de services, risque d'inventaire, établissement des prix, risque de crédit...). Cette analyse est effectuée, entre autres, sur la base de l'analyse des contrats de vente et/ou d'achat. Lorsqu'il est déterminé que le Groupe agit en tant qu'agent pour les opérations relatives à un contrat de vente de services, la reconnaissance du revenu se limite à la marge nette dégagée sur la vente de ces services. A contrario, s'il est déterminé que le Groupe agit en tant que principal, le chiffre d'affaires reste enregistré sur une base brute.

Contrats à éléments multiples

Le chiffre d'affaires des contrats à éléments multiples, c'est-à-dire incluant la vente de biens, de services et de licences d'utilisation vendus ensemble est ventilé entre chaque élément du contrat en utilisant la méthode résiduelle s'appuyant sur la juste valeur des éléments non livrés.

a. Coûts par nature

Le groupe présentant son compte de résultat par fonction, cette note détaille le montant des principales charges opérationnelles par nature.

Les charges d'amortissements et de dépréciation s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Dotations / (Reprises)		
Amortissements et dépréciations immobilisations incorporelles	93 645	66 226
Amortissements et dépréciations immobilisations corporelles	31 376	24 204
Dépréciations des stocks	321	(3 656)
Dépréciations des comptes clients	(2 466)	8 703
Total	122 876	95 477

Les provisions pour stocks ne se réfèrent qu'aux stocks effectivement détenus et comptabilisés. Le Groupe est engagé auprès de ses fournisseurs (EMS) sur des commandes fermes de composants ou de terminaux, mais ces commandes ne constituent pas des stocks. En revanche, lorsqu'il existe un risque de non-vente des composants ou terminaux commandés chez les fournisseurs, le Groupe enregistre une provision pour risque décrite en note 8 Autres provisions. Lors de la comptabilisation de l'achat du stock auprès des EMS, cette provision pour risque (passif comptable) devient une dépréciation sur stock (à l'actif du bilan).

Le coût des ventes s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Coût des terminaux et services liés	(884 636)	(860 693)
Coût des services et des logiciels	(590 407)	(475 842)
Total coût des ventes	(1 475 043)	(1 336 535)

La part des frais de développement activés est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Montant de développements activés	32 135	27 873
Total des dépenses de R&D (charges et investissements) (1)	218 524	206 143
Part des frais de R&D activés (en %)	15%	14%

(1) Net principalement des 4,7 millions d'euros correspondant au crédit d'impôt recherche français et des 13,2 millions d'euros provenant d'autres dispositifs à l'étranger ayant un effet équivalent sur les dépenses de recherche et de développement (respectivement 3,7 millions d'euros et 13,2 millions d'euros en 2016).

Les dépenses de R&D du Groupe sont essentiellement constituées des projets suivants :

- Au siège, des projets de développement de nouveaux terminaux et de systèmes d'exploitation, ainsi que des projets d'évolution des terminaux déjà vendus.
- Des projets de services rattachés aux paiements, type Axis. Il s'agit essentiellement de développement de logiciels.

- Chez les filiales distributrices de terminaux, des projets de R&D existent pour développer les applications installées sur les terminaux, en respect des réglementations et normes locales.
- Chez les filiales qui vendent des services de paiement (essentiellement chez Retail), les projets de R&D ont généralement pour but l'amélioration des plateformes informatiques opérant les services de transactions.

En conformité avec la norme IAS 38, les dépenses de R&D capitalisées en relation avec les terminaux se limitent aux développements de nouveaux terminaux. Il s'agit de développement de nouveaux produits, et non d'améliorations, ni de maintenance ni d'adaptations de produits ou logiciels existants.

b. Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels sont des produits ou des charges non récurrents par nature, c'est-à-dire des produits ou des charges qui ont un caractère inhabituel et un montant matériel. En conséquence, les autres produits et charges opérationnels incluent les plus ou moins-values sur cession de sociétés consolidés ou d'activités, les plus-values et les moins-values de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles, les frais de restructuration approuvées par la direction et ayant fait l'objet d'une communication externe, les coûts des litiges, les frais relatifs aux regroupements d'entreprises, les dépréciations d'actifs et de goodwill, les frais d'intégration des filiales nouvellement acquises, les ajustements des dettes d'earn out relatives à ces acquisitions, et les réévaluations à la juste valeur des participations précédemment détenues par le Groupe dans une entreprise acquise lors d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, considérés comme non récurrents.

Les autres produits et charges opérationnels comprennent :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Frais de restructuration et relatifs aux regroupements d'entreprise	(29 314)	(6 377)
Litiges	175	945
Remboursement assurances	-	1 571
Autres	(938)	(699)
Total	(30 077)	(4 560)

Pour l'année 2017, les autres produits et charges opérationnels comprennent essentiellement des charges de restructuration au sein du Groupe pour un montant total de 29,3 millions d'euros, dont notamment :

- Les charges de réorganisation au sein du Groupe pour un montant de 9,0 millions d'euros,
- Les frais engagés dans le cadre des opérations d'acquisitions et de cessions pour un montant de 20,3 millions d'euros.

Pour l'année 2016, les autres produits et charges opérationnels comprenaient essentiellement :

- Les charges de restructuration au sein du Groupe pour un montant total de 6,4 millions d'euros, dont notamment :
 - Les charges de réorganisation au sein du Groupe pour un montant de 4,0 millions d'euros,
 - Les frais engagés dans le cadre des opérations d'acquisitions et de cessions pour un montant de 2,4 millions d'euros ;
- Un remboursement d'assurance pour un montant de 1,6 million d'euros, suite à l'incendie d'un centre de réparation en Italie en 2015 ;
- Des dotations et reprises de provisions pour litiges pour un montant positif de 0,9 million d'euros.

c. Réconciliation des indicateurs alternatifs de performance avec les comptes consolidés

L'objectif de cette note est de faire le lien entre les indicateurs de performance utilisés en communication financière et les états financiers consolidés du Groupe.

L'EBITDA est une notion extracomptable représentant le résultat opérationnel courant avant amortissements, dépréciations et provisions, et coût des rémunérations fondées sur des actions.

L'EBIT correspond au résultat opérationnel courant ajusté de la charge d'amortissement des prix d'acquisition affectés aux actifs dans le cadre des regroupements d'entreprises.

Le free cash-flow représente l'EBITDA diminué : des éléments cash des autres produits et charges opérationnels, de la variation de besoin en fonds de roulement, des investissements nets des produits de cession des immobilisations corporelles et incorporelles, des charges financières payées nettes des produits financiers encaissés et de l'impôt payé.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017		
	Tableau des flux de trésorerie	Free cash-flow	Elements du TFT hors free cash-flow
Résultat de la période	260 187	260 187	-
Ajustements pour :			
- Résultat des mises en équivalence	1 419	1 419	-
- Elimination de la charge (produit) d'impôt	87 013	87 013	-
- Elimination des amortissements et provisions	110 698	110 698	-
- Elimination des profits/pertes de réévaluation (juste valeur)	3 223	3 571	(348)
- Elimination des résultats de cession d'actifs	74	74	-
- Elimination des charges (produits) d'intérêts nettes	18 802	18 802	-
- Coût des paiements fondés sur des actions	13 315	13 315	-
Intérêts versés	(11 578)	(11 578)	-
Impôts payés	(96 921)	(96 921)	-
Résultat opérationnel avant variation du besoin en fonds de roulement	386 232		
Stocks	(9 594)	(9 594)	-
Créances et autres débiteurs	(65 380)	(65 380)	-
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	7 259	7 259	-
Variation du besoin en fonds de roulement	(67 715)		
Besoin en fonds de roulement du préfinancement marchands	21 003	-	21 003
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	339 520		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(87 784)	(87 784)	-
Produit de cessions d'immobilisation corporelles et incorporelles	778	778	-
Acquisition de filiales sous déduction de la trésorerie acquise	(1 257 079)	-	(1 257 079)
Prêts et avances consentis	(4 337)	-	(4 337)
Remboursements reçus sur prêts	7 596	-	7 596
Dividendes reçus	6 138	-	6 138
Intérêts encaissés	7 464	7 464	-
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(1 327 224)		

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017		
	Tableau des flux de trésorerie	Free cash-flow	Elements du TFT hors free cash-flow
Augmentation de capital	1 769	-	1 769
(Achats) ventes d'actions propres	178	-	178
Emissions d'emprunts	919 377	-	919 377
Remboursements d'emprunts	(274 791)	-	(274 791)
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées	8 822	-	8 822
Financement du préfinancement marchands	(21 003)	-	(21 003)
Variation des autres dettes financières	(702)	-	(702)
Dividendes versés aux actionnaires	(40 479)	-	(40 479)
Impôts sur les opérations de financement	(1 724)	-	(1 724)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	591 447		
Incidence de la variation de cours des devises	(18 414)	-	(18 414)
VARIATION DE TRESORERIE	(414 671)		
Free Cash Flow		239 323	

2017

<i>(en milliers d'euros)</i>	Comptes de résultat	Amortissement Purchase Price Allocation	Réconciliation avec l'EBIT	Coûts des paiements fondés sur des actions	Autres charges d'amortissement et dotations aux provisions	Réconciliation avec l'EBITDA
CHIFFRE D'AFFAIRES	2 510 437	-	2 510 437	-	-	2 510 437
Coût des ventes	(1 475 043)	16 141	(1 458 902)	883	14 566	(1 443 453)
MARGE BRUTE	1 035 394					
Charges commerciales et marketing	(223 891)	35 490	(188 401)	2 349	158	(185 894)
Frais de recherche et développement	(186 389)	-	(186 389)	896	39 932	(145 561)
Frais administratifs	(223 553)	-	(223 553)	9 187	4 975	(209 391)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	401 561					
EBIT			453 192			
EBITDA						526 138

d. Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et comprend les coûts d'acquisition des stocks et les coûts encourus pour les amener à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur nette de réalisation.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Matières premières et consommables	35 941	37 861
Produits finis	150 140	150 822
Dépréciations des matières premières et consommables	(5 393)	(6 923)
Dépréciations des produits finis	(10 115)	(9 277)
Montants Nets	170 573	172 483

e. Clients et créances d'exploitation

Les créances clients et autres débiteurs sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué du montant des pertes de valeur. Généralement, la juste valeur correspond à la valeur nominale, compte tenu du faible délai de paiement, sauf dans le cas des locations financement. Une provision pour dépréciation est constituée lorsqu'il existe une indication objective que la totalité des sommes dues conformément aux dispositions contractuelles ne sera pas recouvrée.

Les clients et créances d'exploitation s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Créances clients sur ventes de biens et services	530 694	470 914
Créances financières liées aux locations-financement	24 899	24 601
Créances fiscales hors impôt sur les sociétés	30 321	40 335
Autres créances	18 125	16 149
Provisions pour créances douteuses	(39 864)	(41 899)
Provisions sur créances liées aux locations-financement	(464)	(1 779)
Provisions sur autres créances	(7 204)	(7 260)
Total	556 507	501 061

La balance âgée des créances commerciales se présente ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Clôture	Non échus	2017		
			Echus		
			< 120 jours	120 - 180	> 180 jours
Clients et comptes rattachés	530 694	379 083	116 137	10 339	25 135
Provisions pour créances douteuses	(39 864)	(4 657)	(21 014)	(1 936)	(12 257)
Net	490 830	374 426	95 123	8 403	12 878

Les créances échues à plus de 180 jours non dépréciées (12,9 millions d'euros) concernent principalement des clients de Fujian Landi (6,0 millions d'euros). Aucune de ces créances ne correspond à des situations de litiges et le Groupe n'anticipe pas de difficulté de recouvrement.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Clôture	Non échus	2016		
			Echus		
			< 120 jours	120 - 180	> 180 jours
Clients et comptes rattachés	470 914	362 806	81 783	7 064	19 261
Provisions pour créances douteuses	(41 899)	(2 057)	(20 223)	(3 448)	(16 171)
Net	429 015	360 749	61 560	3 616	3 090

f. Autres actifs courants et non courants

Aux 31 décembre 2017 et 2016, les autres actifs courants comprennent :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Charges constatées d'avance	24 068	14 736
Prêts, cautionnements et autres actifs financiers	14 708	9 236
Total	38 776	23 972

Les charges constatées d'avance augmentent en 2017 du fait des acquisitions réalisées dans la période.

Aux 31 décembre 2017 et 2016, les autres actifs non courants comprennent :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Créances	1 672	1 821
Créances financières liées aux locations-financement	23 362	24 175
Créances fiscales hors impôt sur les sociétés	9 461	-
Créances d'impôt sur les sociétés	2 972	600
Charges constatées d'avance	1 949	895
Total	39 416	27 491

g. Dettes fournisseurs et autres dettes courantes

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Dettes fournisseurs	359 752	361 951
Autres dettes d'exploitation	150 956	142 650
- Dont avances versées par les clients	8 934	9 268
- Dont dette sur dividende envers un actionnaire minoritaire	-	2 867
- Dont dettes fiscales hors impôts sur les sociétés	20 235	23 076
- Dont dettes sociales	121 787	107 439
Total	510 708	504 601

h. Autres dettes non courantes

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Dettes sociales	19 706	17 750
Produits constatés d'avance	28 169	33 373
Autres dettes	18 645	75 743
Total	66 520	126 866

La diminution des dettes non courantes est liée principalement au reclassement de la dette de put vis-à-vis de Fosun en dette courante.

Par ailleurs, les dettes non courantes comprennent des dettes d'earn-out, soit des compléments de prix à verser dans le cadre d'acquisitions passées chez Bambora.

i. Dettes diverses courantes

Les dettes diverses s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Produits constatés d'avance	124 242	115 620
Autres dettes	102 067	3 425
Total	226 309	119 045

Les produits constatés d'avance proviennent des filiales distributrices de terminaux pour des revenus différés sur des garanties vendues et pour la filiale Fujian Landi, des marchandises facturées mais non encore livrées.

Au 31 décembre 2017, les autres dettes courantes comprennent une dette de put vis-à-vis de Fosun, actionnaire minoritaire à hauteur de 20% dans les activités chinoises du Groupe. Comme décrit en note 15 Evènements post-clôture, le Groupe a procédé au rachat des parts détenues par Fosun en janvier 2018.

j. Réconciliation entre bilan et variation du besoin en fonds de roulement

Postes du bilan (en milliers d'euros)	2017						
	1er janv.	Variation nette du BFR	Variation de flux de trésorerie hors BFR	Variations de périmètre	Ecart de conversion et autres mouvements	31 déc.	
Stocks	(1)	172 483	9 594	-	2 573	(14 077)	170 573
Clients et créances d'exploitation		501 061	70 481	-	21 211	(36 246)	556 507
Autres actifs non courants		27 491	254	563	2 149	8 959	39 416
Autres actifs courants		23 972	(5 355)	(6 236)	18 846	7 549	38 776
Créances et autres débiteurs	(2)	552 524	65 380	(5 673)	42 206	(19 738)	634 699
Dettes fournisseurs et autres dettes courantes		504 601	1 544	(1 285)	30 026	(24 178)	510 708
Autres dettes non courantes		126 866	(5 726)	5 641	12 343	(72 604)	66 520
Dettes diverses		119 045	11 441	3 344	6 036	86 442	226 308
Dettes fournisseurs et autres crédeurs	(3)	750 512	7 259	7 700	48 405	(10 340)	803 536
Variation du besoin en fonds de roulement	-(1)-(2)+(3)		(67 715)				

Postes du bilan (en milliers d'euros)	2016						
	1er janv.	Variation nette du BFR	Variation de flux de trésorerie hors BFR	Variations de périmètre	Ecart de conversion et autres mouvements	31 déc.	
Stocks	(1)	143 625	25 595	-	2 833	430	172 483
Clients et créances d'exploitation		461 435	28 025	-	13 110	(1 509)	501 061
Autres actifs non courants		31 316	(2 146)	(752)	60	(987)	27 491
Autres actifs courants		32 475	(13 804)	12 825	236	(7 760)	23 972
Créances et autres débiteurs	(2)	525 226	12 075	12 073	13 406	(10 256)	552 524
Dettes fournisseurs et autres dettes courantes		438 579	42 876	2 331	21 424	(609)	504 601
Autres dettes non courantes		97 691	678	9 490	7 825	11 182	126 866
Dettes diverses		134 560	(18 157)	-	9 450	(6 808)	119 045
Dettes fournisseurs et autres crédeurs	(3)	670 830	25 397	11 821	38 699	3 765	750 512
Variation du besoin en fonds de roulement	-(1)-(2)+(3)		(12 273)				

k. Fonds, créances et dettes liés à l'activité d'intermédiation

Dans le cadre de son activité de services transactionnels, le Groupe assure l'intermédiation entre les marchands, les émetteurs de carte de crédit, et le consommateur final. Les fonds attendus correspondant au paiement du consommateur final ainsi que les fonds reçus non encore remis aux marchands sont enregistrés à l'actif du bilan dans des comptes dédiés, c'est-à-dire hors de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La contrepartie est une dette due aux marchands.

Au bilan on distingue deux postes d'actifs :

- Les créances sur les émetteurs de cartes de crédit, au titre des transactions réalisées pour le compte de marchands, mais non encore réglées par les sociétés émettrices des cartes,
- Les fonds reçus, au titre des transactions non encore réglées aux marchands et des transactions remboursables aux consommateurs.

Au passif du bilan, les dettes liées à l'activité d'intermédiation comprennent principalement :

- Les dettes au titre des fonds provenant des consommateurs qui n'ont pas encore été transférés aux marchands,
- Les dettes au titre des dépôts de garantie de marchands.

Les fonds ne peuvent être utilisés par le Groupe pour financer ses propres besoins de trésorerie.

Dans le cadre des activités de Bambora, il arrive que des fonds soient remis à des marchands avant même qu'ils n'aient été reçus par le Groupe, de la part des émetteurs de cartes. La durée de ce « préfinancement marchands » est généralement d'un ou deux jours. Afin d'éviter de puiser dans sa trésorerie pour assurer cette remise en avance aux marchands, le Groupe a recours à un financement bancaire spécifique et dédié. Celui-ci est inclus dans les dettes financières à court terme au bilan.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Créances liées à l'activité d'intermédiation	172 708	28 525
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	460 555	273 086
TOTAL DES ACTIFS	633 263	301 611
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	598 323	301 611
Financement du préfinancement marchands	34 940	-
TOTAL DES PASSIFS	633 263	301 611

6. AVANTAGES AU PERSONNEL ET REMUNERATION DES DIRIGEANTS (PARTIES LIEES)

a. Frais de personnel

Les frais de personnel s'analysent de la manière suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Traitements et salaires	393 934	360 368
Charges sociales	103 857	92 378
Coût des services rendus sur régimes à prestations définies	2 162	1 587
Coût des paiements fondés sur des actions	13 315	23 994
Total	513 268	478 327

b. Coût des paiements fondés sur des actions

Juste valeur des actions gratuites attribuées

Le Groupe évalue la juste valeur des biens ou services reçus pendant la période en se fondant sur la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués (cours de l'action à la date d'attribution).

Incidence sur les états financiers

La juste valeur des actions gratuites attribuées est comptabilisée en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. La juste valeur est évaluée à la date d'attribution et répartie sur la période au cours de laquelle les membres du personnel acquièrent les droits d'une manière définitive. Les actions gratuites sont valorisées selon les méthodes habituellement utilisées et adaptées aux modalités des plans d'attribution concernés, en tenant compte des termes et conditions définis au moment de leur attribution (Black & Scholes et/ou Monte-Carlo). Le montant comptabilisé en charge est ajusté pour refléter le nombre réel des actions acquises pour la part correspondant aux conditions de performance interne.

Autres paiements basés sur des actions

Le Groupe peut attribuer à certains de ses salariés des rémunérations indexées sur le cours de l'action Ingenico Group SA, ou des actions d'autres entités du Groupe, et réglées en trésorerie.

Ces droits à l'appréciation d'actions sont évalués à leur juste valeur. La juste valeur des sommes à verser est étalée en charges en résultat opérationnel sur la période d'acquisition des droits en contrepartie des autres dettes. Cette dette est réévaluée à sa juste valeur par résultat jusqu'à son règlement.

2017

<i>(en milliers d'euros)</i>	Date du Conseil d'administration	Options/Actions en circulation au 1er janvier	Options/Actions attribuées au cours de l'exercice	Options Exercées/ Actions acquises sur la période	Autres mouvements	Nombre d'options/ Actions existantes au 31 décembre
Actions gratuites	29/10/2014	11 150	-	-	(850)	10 300
Co-investissement	29/10/2014	35 320	-	-	(11 160)	24 160
Actions gratuites	29/07/2015	177 900	-	(112 600)	(11 500)	53 800
Actions gratuites	22/10/2015	2 000	-	(1 200)	-	800
Actions gratuites	29/07/2016	18 610	-	-	-	18 610
Actions gratuites	10/05/2017	-	23 639	-	-	23 639
Co-investissement	20/06/2017	-	89 710	-	-	89 710
Actions gratuites	20/06/2017	-	24 000	-	(1 600)	22 400
Actions gratuites	28/08/2017	-	23 200	-	(5 000)	18 200
Co-investissement	28/08/2017	-	26 000	-	(6 050)	19 950
Total		244 980	186 549	(113 800)	(36 160)	281 569

(en milliers d'euros)	Date du Conseil d'administration	Options/Actions en circulation au 1er janvier	Options/Actions attribuées au cours de l'exercice	Options Exercées/ Actions acquises sur la période	Autres mouvements	Nombre d'options/ Actions existantes au 31 décembre
Actions gratuites	29/10/2014	28 800	-	(14 700)	(2 950)	11 150
Co-investissement	29/10/2014	182 190	-	(141 560)	(5 310)	35 320
Actions gratuites	29/07/2015	186 900	-	(3 500)	(5 500)	177 900
Actions gratuites	22/10/2015	2 000	-	-	-	2 000
Actions gratuites	29/07/2016	-	18 610	-	-	18 610
Total		399 890	18 610	(159 760)	(13 760)	244 980

En 2017, le Groupe a mis en place des plans d'attribution gratuite d'actions et des plans de co-investissement. L'attribution des actions est conditionnée à des critères de présence et de performance interne et externe. Le nombre maximum d'actions gratuites à attribuer est de 186 549.

Les principales caractéristiques des plans de rémunération sont décrites dans le chapitre 3 du document de référence.

En fonction des paramètres de calcul utilisés dans la détermination de la juste valeur des actions gratuites attribuées dans le cadre des plans d'actions gratuites et de co-investissement et après estimation des critères internes et externes de valorisation (présence et performance le cas échéant), la charge reconnue en résultat opérationnel du paiement en instruments de capitaux propres au titre de l'exercice 2017 s'élève à 8,1 millions d'euros (contre 15,1 millions d'euros en 2016).

La charge relative aux autres paiements en trésorerie basés sur des actions s'élève quant à elle à 5,2 millions d'euros en 2017, contre 8,9 millions d'euros en 2016.

c. Provisions pour retraites et engagements assimilés

L'obligation nette du Groupe au titre de régimes post-emploi à prestations définies et des autres avantages à long terme, évaluée séparément pour chaque régime, est déterminée par différence entre la valeur actualisée de l'engagement et la juste valeur des actifs du régime.

Le taux d'actualisation est égal au taux à la date de clôture, fondé sur les obligations de première catégorie dont la date d'échéance est proche de celle des engagements du Groupe. Les calculs sont effectués par des actuaires indépendants, la méthode utilisée est celle des unités de crédit projetées. Le montant de l'engagement du régime est déterminé en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite, en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté des bénéficiaires estimés participer au régime à cette date.

L'intégralité de l'engagement vis-à-vis des salariés est immédiatement comptabilisée. Les gains et pertes actuariels générés durant l'exercice sont comptabilisés directement en autres éléments du résultat global. Le rendement des actifs de couverture des régimes de retraite est évalué en utilisant le même taux que le taux d'actualisation de l'engagement.

Il existe deux catégories de régimes de retraite :

Régimes à cotisations définies

Ces régimes existent dans la majorité des pays d'Europe (France, Benelux, Allemagne, Italie et Espagne), aux Etats-Unis ainsi que dans les pays d'Asie-Pacifique. Ces régimes font l'objet de versements auprès d'organismes habilités à gérer de tels fonds de retraite qui sont comptabilisés en charges de l'exercice.

Régimes à prestations définies

Il existe deux natures de régime à prestations définies comptabilisées dans les provisions pour retraites et engagements assimilés :

- les régimes à prestations définies non couverts par des actifs : dans le cadre de ces régimes, des provisions pour indemnités de départ à la retraite sont constatées au passif du bilan dans le compte « provisions pour retraites et engagements assimilés ».
- les régimes à prestations définies couverts par des actifs (ou régimes financés). Des provisions pour indemnités de départ à la retraite sont également constatées au passif du bilan, diminuées de la valeur des actifs.

Les provisions comptabilisées par le Groupe concernent :

- Des services de retraite complémentaire (Royaume-Uni, Allemagne) ;
- Des indemnités de fin de carrière ou de cessation de service (France, Italie, Turquie, Pays-Bas) ;
- Des primes d'ancienneté (Pays Bas).

Les montants d'engagement des régimes à prestations définies ont été déterminés par des actuaires qualifiés. Aucune obligation à long terme au titre des régimes médicaux n'existe dans le Groupe.

La variation des provisions pour retraites et engagements assimilés se décompose de la façon suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017						
	Plans non couverts par des actifs						
	France	Allemagne	Italie	Turquie	Pays-Bas	Autres	Total
	Obligations	Obligations	Obligations	Obligations	Obligations	Obligations	
Au 1er janvier	8 575	5 444	3 317	184	52	854	18 426
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	220	220
Différence de conversion et autres	-	-	-	(42)	-	(134)	(176)
Coût des services rendus	848	49	352	20	-	280	1 549
Coût financier	141	89	53	20	-	53	356
Prestations versées	(189)	(134)	(93)	(28)	(2)	(27)	(473)
Ecart actuariels	859	(200)	(244)	97	-	274	786
Au 31 décembre	10 234	5 248	3 385	251	50	1 520	20 688

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017					2017
	Plan couvert par des actifs					Total
	Grande Bretagne		Belgique		Total	Provision au bilan
	Obligations	Actifs	Obligations	Actifs		
Au 1er janvier	32 793	(26 541)	1 944	(1 818)	6 378	24 804
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	220
Différence de conversion et autres	(1 172)	975	-	-	(197)	(373)
Rendement des actifs	-	(731)	-	(42)	(773)	(773)
Coût des services rendus	-	-	613	-	613	2 162
Coût financier	859	-	49	-	908	1 264
Prestations versées	(385)	385	(27)	27	-	(473)
Contributions aux fonds	-	(2 559)	-	(544)	(3 103)	(3 103)
Ecart actuariels	1 638	(911)	(105)	(4)	618	1 404
Au 31 décembre	33 733	(29 382)	2 474	(2 381)	4 444	25 132

<i>(en milliers d'euros)</i>	2016						
	Plans non couverts par des actifs						
	France	Allemagne	Italie	Turquie	Pays-Bas	Autres	Total
	Obligations	Obligations	Obligations	Obligations	Obligations	Obligations	
Au 1er janvier	7 268	5 095	2 964	216	77	419	16 039
Cession d'obligation	-	-	-	-	-	82	82
Différence de conversion et autres	-	-	-	(32)	-	162	130
Coût des services rendus	992	45	332	27	10	181	1 587
Coût financier	150	104	59	21	-	27	361
Prestations versées	(222)	(132)	(474)	(7)	-	-	(835)
Ecart actuariels	387	332	436	(41)	(35)	109	1 188
Au 31 décembre	8 575	5 444	3 317	184	52	980	18 552

<i>(en milliers d'euros)</i>	2016			2016
	Plan couvert par des actifs			Total
	Grande Bretagne		Total	Provision au bilan
	Obligations	Actifs		
Au 1er janvier	28 916	(27 931)	985	17 024
Cession d'obligation	-	-	-	82
Différence de conversion et autres	(4 490)	4 105	(385)	(255)
Rendement des actifs	-	(984)	(984)	(984)
Coût des services rendus	-	-	-	1 587
Coût financier	1 000	-	1 000	1 361
Prestations versées	(540)	540	-	(835)
Contributions aux fonds	-	(977)	(977)	(977)
Ecarts actuariels	7 907	(1 294)	6 613	7 801
Au 31 décembre	32 793	(26 541)	6 252	24 804

Détail de la juste valeur des actifs de couverture

Les actifs du régime ne comprennent pas de terrain ou d'immeuble occupé par des sociétés du Groupe, ou d'autre actif utilisé par le Groupe. Il n'y a pas d'actif distinct.

Structure des investissements	En milliers d'euros	En pourcentage	Taux de rémunération
Actions	18 752	59%	2,40%
Obligations	8 561	27%	2,40%
Autres	4 450	14%	2,40%
Total	31 763	100%	2,40%

Principales hypothèses actuarielles

	Eurozone	Turquie	Royaume-Uni
Taux d'actualisation	1,65%	11,40%	2,40%
Taux attendus d'augmentation des salaires	1,5% - 3,25%	7,00%	N/A

Meilleure estimation des contributions à verser au régime pour l'année 2018

Les cotisations attendues pour l'année fiscale se terminant le 31 décembre 2018 se répartissent de la manière suivante :

(En milliers d'euros)

Cotisations de l'employeur	2 663
Cotisations des participants aux régimes	-

Sensibilité du bilan aux principales hypothèses au 31 décembre 2017

Sous l'hypothèse d'une modification du taux d'actualisation ou du taux d'inflation de +0.5% ou -0.5% pour l'ensemble des régimes, les variations de valeur des engagements nets ne sont pas significatives.

Au Royaume-Uni, en cas de liquidation du fonds, tout surplus des actifs par rapport aux engagements reviendrait au Groupe.

d. Transactions avec les parties liées

Les rémunérations et avantages relatifs au Comité Exécutif en 2017 et 2016 se décomposent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Avantages à court terme (1)	9 139	8 741
Rémunération en actions (2)	2 321	3 467
Total	11 460	12 208

(1) Comprend l'ensemble des rémunérations versées sur la période (salaires bruts y compris la part variable, primes et avantages en nature, intéressement et participation).

(2) Charge enregistrée au compte de résultat au titre des plans d'actions gratuites et co-investissement.

Les rémunérations présentées dans cette note concernent uniquement les membres du Comité Exécutif qui a pour mission de définir la stratégie du Groupe, de créer les conditions qui permettront sa mise en œuvre et d'atteindre les objectifs fixés. Le Comité Exécutif est présidé par le Président Directeur Général.

Au 31 décembre 2017 le Comité Exécutif compte 15 membres.

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Tests de dépréciation des goodwill

Le Groupe réalise un test de dépréciation des valeurs nettes comptables des goodwill. Cette procédure, s'appuyant essentiellement sur la méthode des flux nets futurs de trésorerie actualisés, consiste en l'estimation de la valeur recouvrable de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) générant ses flux propres de trésorerie. Les tests de dépréciation sont effectués chaque année au 30 novembre de l'exercice et à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur. Ainsi tout événement matériel observé sur le mois de décembre inciterait à effectuer de nouveaux tests de dépréciation.

Conformément à IAS 36, la valeur recouvrable est la plus élevée de la juste valeur minorée des coûts de cession, et de la valeur d'utilité. La juste valeur minorée des coûts de cession est privilégiée dans les rares cas où une opération récente sur les actifs concernés rend l'information disponible et fiable. Dans l'essentiel des cas, la valeur d'utilité est estimée en utilisant des projections de flux de trésorerie sur la base des prévisions d'exploitation existantes portant sur une période de cinq ans, incluant des taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables.

Dépréciations des autres éléments d'actifs non financiers

Les valeurs comptables des autres actifs non financiers du Groupe sont examinées à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait subi une perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, la valeur recouvrable est estimée une fois par an et dès qu'il existe un indice de dépréciation.

A chaque date de clôture, le Groupe apprécie s'il existe des événements ou circonstances indiquant qu'un actif a pu perdre de la valeur. De tels événements ou circonstances comprennent notamment, des changements significatifs défavorables affectant l'environnement économique ou les hypothèses ou objectifs retenus par le Groupe (suivi budgétaire, plan à 3 ans, études de rentabilité, part de marché, carnet de commande...). Si de tels événements ou circonstances existent, la valeur recouvrable de l'actif est ré-estimée.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des frais de cession et la valeur d'utilité d'un actif, estimée par une actualisation des flux de trésorerie futurs attendus, sur la base d'un taux d'actualisation de l'UGT à laquelle est affecté l'actif.

Si sa valeur comptable excède sa valeur recouvrable, une dépréciation est comptabilisée en résultat opérationnel.

a. Goodwill

Détermination des goodwill

À la date d'acquisition, le goodwill correspond à la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée (compléments de prix inclus), augmentée du montant des participations ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise, ainsi réévaluée par le compte de résultat en autres produits et charges opérationnels ; et,
- le montant des actifs nets à la date d'acquisition, évalués à la juste valeur.

Les coûts annexes directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en charge dans l'agrégat « Autres produits et charges opérationnels », au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

Les ajustements de prix éventuels (earn-out, prix différé) sont valorisés à la juste valeur à la date d'acquisition. Après la date d'acquisition, l'ajustement de prix est évalué à sa juste valeur à chaque arrêté des comptes, toute réévaluation est comptabilisée en résultat, en autres produits et charges opérationnelles.

Comme décrit en note 3 Faits marquants, la réorganisation du Groupe en 2017 a eu pour conséquence la modification des UGT composant le Groupe. Elles sont désormais au nombre de cinq :

- B&A – Amérique du Nord
- B&A – Amérique Latine
- B&A – Europe et Moyen Orient
- B&A – Asie Pacifique & Chine
- Retail

Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau des unités génératrices de trésorerie ou groupes d'unités génératrices de trésorerie tels que définis ci-avant.

Les chiffres relatifs à l'année 2016 ont été retraités afin de présenter une information financière comparable.

Détail des goodwill

Les valeurs des goodwill par UGT se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	2017	2016
Au 1er janvier (valeur nette)	1 409 291	1 350 519
Investissements	1 110 454	61 016
Différences de conversion	(33 109)	(2 244)
Ajustements	(8 115)	-
Au 31 décembre (valeur nette)	2 478 521	1 409 291

Unités génératrices de trésorerie (en milliers d'euros)	2017			2016		
	Valeur brute	Cumul des pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des pertes de valeur	Valeur nette
B&A Amérique du Nord	61 492	(12 621)	48 871	64 105	(12 621)	51 484
B&A Amérique Latine	12 728	-	12 728	13 349	-	13 349
B&A Europe et Moyen Orient	186 156	(946)	185 210	182 864	(946)	181 918
B&A Asie Pacifique & Chine	122 754	-	122 754	139 140	-	139 140
Retail	2 118 267	(9 309)	2 108 958	1 032 709	(9 309)	1 023 400
Total	2 501 397	(22 876)	2 478 521	1 432 167	(22 876)	1 409 291

La juste valeur des actifs acquis et des dettes reprises en 2017 pour l'ensemble des acquisitions de la période (y compris réévaluation à la juste valeur suite à l'exercice d'allocation du prix d'acquisition) s'établit comme suit :

(en milliers d'euros)	Juste valeur des actifs nets acquis en 2017
Total des actifs non courants	543 672
Total des actifs courants	356 850
Total des passifs non courants	125 444
Total des passifs courants	278 869
Situation nette acquise hors dettes reprises (A)	496 209
Goodwill (B) – (A)	1 110 454
Juste valeur de la contrepartie transférée et dettes reprises (B)	1 606 663
Dettes financières reprises (C)	325 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie des sociétés acquises (D)	24 584
Trésorerie nette décaissée (B) – (C) – (D)	1 257 079

Investissements et ajustements de la période

Comme décrit dans la note 3 Faits marquants, le Groupe a réalisé en novembre 2017 l'acquisition du Groupe Bambora.

Un exercice d'allocation provisoire du prix d'acquisition a été mené, afin de reconnaître à leur juste valeur les actifs et passifs de la société acquise, conformément à IFRS 3 révisé. Bambora est un groupe spécialisé dans les services de paiement. Ainsi le Groupe a reconnu dans son bilan trois types d'actifs incorporels : les actifs technologiques relatifs aux plateformes informatiques qui permettent à Bambora d'opérer, les portefeuilles de relations clients apportés au Groupe, ainsi que la marque Bambora. Les techniques d'évaluation utilisées dans le cadre de cet exercice sont la méthode des redevances et la méthode des surprofits (Relief from royalty et excess earnings method). Le Groupe a reconnu initialement des relations clients pour 283 millions d'euros, des technologies pour 189 millions d'euros et une marque pour 12 millions d'euros. L'impôt différé passif comptabilisé s'élève à 111 millions d'euros.

Le goodwill net de l'allocation de prix provisoire s'élève à 1 037 millions d'euros. Cette allocation du prix d'acquisition de Bambora sera finalisée en 2018. Ce goodwill résiduel comprend principalement :

- la compétence des salariés ;
- la capacité à générer de nouvelles opportunités via le gain de nouveaux clients et le développement de nouvelles offres ;
- les synergies attendues de l'intégration avec le reste du Groupe.

Par ailleurs, comme décrit dans la note 3 Faits marquants, le Groupe a acquis en 2017 la société TechProcess. Un exercice d'allocation du prix d'acquisition a été mené. Techprocess est une société spécialisée dans les services de paiement en Inde. Ainsi le Groupe a reconnu dans son bilan deux types d'actifs incorporels : les actifs technologiques relatifs à la plateforme informatique qui permet à la société d'opérer, et le portefeuille de relations clients qu'elle apporte au Groupe. Les techniques d'évaluation utilisées dans le cadre de cet exercice sont la méthode des redevances et la méthode des surprofits (Relief from royalty et excess earnings method). Le Groupe a donc reconnu des actifs intangibles pour 20 millions d'euros, ainsi qu'un passif d'impôt différé de 7 millions d'euros. Le goodwill net s'élève à 52 millions d'euros.

Enfin, l'allocation du prix d'acquisition de Nera Payment Services, acquis en 2016, a été finalisée. Le groupe Nera a pour principale activité la distribution de terminaux en Asie du Sud Est. Les actifs incorporels reconnus pour 12 millions d'euros représentent le portefeuille de relations clients amené par Nera au Groupe. La technique d'évaluation utilisée dans le cadre de cet exercice est la méthode des surprofits (excess earnings method). Un impôt différé passif de 2 millions d'euros a été comptabilisé. Le goodwill net Nera est donc diminué de 10 millions d'euros.

Tests de dépréciation des goodwill

Les principales hypothèses utilisées pour déterminer la valeur recouvrable des goodwill sont les suivantes :

Unités génératrices de trésorerie	2017					
	B&A Amérique du Nord	B&A Amérique Latine	B&A Europe et Moyen Orient	B&A Asie Pacifique & Chine	Retail	Total
Valeur nette comptable des goodwill (en milliers d'euros)	48 871	12 728	185 210	122 754	2 108 958	2 478 521
Méthode de valorisation de l'Unité génératrice de trésorerie	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	
Nombre d'années sur lequel les flux de trésorerie sont estimés	5	5	5	5	5	
Taux de croissance à long terme	1,1%	1,0%	1,0%	1,0%	2,2%	
Coût moyen pondéré du capital utilisé au 31 décembre	8,3%	14,9%	8,8%	9,7%	7,8%	

Unités génératrices de trésorerie	2016					
	B&A Amérique du Nord	B&A Amérique Latine	B&A Europe et Moyen Orient	B&A Asie Pacifique & Chine	Retail	Total
Valeur nette comptable des goodwill (en milliers d'euros)	51 484	13 349	181 918	139 140	1 023 400	1 409 291
Méthode de valorisation de l'Unité génératrice de trésorerie	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	
Nombre d'années sur lequel les flux de trésorerie sont estimés	5	5	5	5	5	
Taux de croissance à long terme	1,1%	1,0%	1,0%	1,0%	2,2%	
Coût moyen pondéré du capital utilisé au 31 décembre	7,8%	15,8%	8,6%	9,4%	7,8%	

En 2017 Bambora n'a pas été testé dans l'UGT Retail selon la valeur d'utilité, compte tenu de l'absence d'indicateur de perte de valeur, et du caractère provisoire de l'allocation du prix d'acquisition.

Les tests de dépréciation des goodwill ont été menés sur la base des valeurs comptables du 30 novembre 2017. Aucun événement matériel et de nature à modifier la pertinence de ces tests n'a été constaté depuis.

Les hypothèses de taux de croissance et du coût moyen pondéré du capital utilisées dans la valorisation de l'ensemble des unités génératrices de trésorerie ont été revues en accord avec l'évolution des données globales de marché.

Il convient de souligner que les taux de croissance à long terme retenus par le Groupe n'excèdent pas ceux du secteur d'activité.

Le coût moyen pondéré du capital utilisé est un taux à long terme. L'évolution des taux d'actualisation résulte de celle des trois composantes utilisées pour le calculer : le taux sans risque, la prime de risque, et la volatilité du cours de l'action Ingenico aux variations de son marché de cotation (« bêta »). Par ailleurs, l'application d'un taux d'actualisation avant impôt à des flux de trésorerie avant impôt aurait conduit à une valorisation similaire des unités génératrices de trésorerie.

Au demeurant, les tests de sensibilité montrent qu'une hausse du taux d'actualisation de 50 points de base ne conduirait pas à des dépréciations.

En outre, une analyse de sensibilité du calcul à une variation conjointe des paramètres clés (taux d'actualisation et taux de croissance à long terme) selon des hypothèses raisonnablement possibles a été conduite et n'a pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie deviendrait inférieure à sa valeur comptable.

Sensibilité des valeurs recouvrables

	2017				
	Taux d'actualisation		Taux de croissance à l'infini		Flux de trésorerie
	Taux retenu (en %)	Taux d'actualisation à partir duquel la valeur recouvrable est égale à la valeur comptable (en %)	Taux retenu (en %)	Taux de croissance à l'infini en-deçà duquel la valeur recouvrable est égale à la valeur comptable (en %)	Diminution des flux de trésorerie nécessaires afin que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable (en %)
B&A Asie Pacific & Chine	9,7%	10,3%	1,0%	0,3%	-7,5%

Au 31 décembre 2017, les valeurs recouvrables de Retail (hors Bambora), B&A Amérique du Nord, B&A Amérique Latine et B&A Europe et Moyen Orient sont significativement supérieures à leurs valeurs comptables. Ainsi, l'augmentation du taux d'actualisation, la diminution du taux de croissance à l'infini ou la diminution des flux de trésorerie nécessaires pour que leurs valeurs recouvrables soient égales à leurs valeurs comptables respectives, sont non pertinentes.

Les prévisions d'exploitation sont basées sur des plans d'affaires qui ont été préparés par le management des unités génératrices de trésorerie. Ces plans ont été revus par la Direction financière du Groupe, qui a notamment mené des stress tests sur les hypothèses de taux de croissance à long terme et de taux d'actualisation.

b. Autres immobilisations incorporelles

Recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les dépenses de développement, en vue de la production de produits et procédés nouveaux, sont comptabilisées en tant qu'immobilisation lorsque le Groupe peut démontrer :

- la faisabilité technique, son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et sa capacité à la mettre en service ou à la vendre ;
- la disponibilité des ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement ;
- que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables (existence d'un marché ou son utilité pour le Groupe).

Les autres dépenses de développement, nettes de subventions, sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Autres incorporels

Les licences, les portefeuilles clients, les logiciels, les actifs technologiques, les marques et droits d'usage acquis en pleine propriété ainsi que les logiciels développés pour un usage interne et dont l'influence sur les résultats futurs revêt un caractère bénéfique, durable et mesurable, sont immobilisés et font l'objet d'un amortissement sur leur durée d'utilité.

Les autres incorporels comprennent également les immobilisations en cours. Celles-ci incluent des projets de R&D en cours, notamment dans l'UGT Retail dans le cadre de l'amélioration des plateformes informatiques opérant les services de transaction.

Dépenses ultérieures

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant. Sinon, elles sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Amortissements

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles.

Les immobilisations en cours de développement ne sont pas amorties, mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Les autres immobilisations incorporelles sont amorties dès qu'elles sont prêtes à être mises en service.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- frais de développement activés.....3 à 10 ans ;
- licences.....3 ans* ;
- relations clients..... 5 à 20 ans ;
- autres immobilisations incorporelles.....5 ans*.

* ou durée contractuelle

Pertes de valeur

Une perte de valeur comptabilisée pour un actif immobilisé est reprise si sa valeur recouvrable redevient plus élevée que sa valeur nette comptable.

(en milliers d'euros)	2017				
	Licences, marques, technologie	Frais de développement (générés en interne)	Relations clients	Autres immobilisations incorporelles	Total
VALEUR BRUTE					
Au 1er janvier	209 989	84 459	448 521	40 881	783 850
Investissements	8 155	35 133	-	9 216	52 504
Cessions et mises au rebut	(5 433)	(13 213)	-	(2 406)	(21 052)
Variations de périmètre	214 339	1	304 544	3 297	522 181
Différences de conversion	(5 572)	(606)	(6 262)	(267)	(12 707)
Reclassements et autres	5 014	26 237	1	(32 350)	(1 098)
Au 31 décembre	426 492	132 011	746 804	18 371	1 323 678
AMORTISSEMENTS, PERTES DE VALEUR					
Au 1er janvier	(111 616)	(47 798)	(128 873)	(7 412)	(295 699)
Amortissements	(27 341)	(17 176)	(35 469)	(402)	(80 388)
Cessions et pertes de valeur	5 378	34	-	2 040	7 452
Variations de périmètre	(3 076)	(1)	-	(220)	(3 297)
Différences de conversion	2 107	233	1 393	68	3 801
Reclassements et autres	116	(275)	1 608	508	1 957
Au 31 décembre	(134 432)	(64 983)	(161 341)	(5 418)	(366 174)
VALEUR NETTE					
Au 1er janvier	98 373	36 661	319 648	33 469	488 151
Au 31 décembre	292 060	67 028	585 463	12 953	957 504

<i>(en milliers d'euros)</i>	Licences, marques, technologie	Frais de développement (générés en interne)	Relations clients	Autres immobilisations incorporelles	Total
VALEUR BRUTE					
Au 1er janvier	176 257	87 700	478 486	22 453	764 896
Investissements	6 127	7 264	-	29 932	43 323
Cessions et mises au rebut	(982)	(5 265)	-	(2 871)	(9 118)
Variation de périmètre	1 433	-	-	890	2 323
Différences de conversion	665	93	888	(9)	1 637
Reclassements et autres	26 489	(5 333)	(30 853)	(9 514)	(19 211)
Au 31 décembre	209 989	84 459	448 521	40 881	783 850
AMORTISSEMENTS, PERTES DE VALEUR					
Au 1er janvier	(75 946)	(52 010)	(130 362)	1 946	(256 372)
Amortissements	(22 790)	(12 429)	(29 323)	(910)	(65 452)
Cessions et pertes de valeur	934	4 521	-	2 794	8 249
Variation de périmètre	(515)	-	-	-	(515)
Différences de conversion	(445)	(41)	(341)	58	(769)
Reclassements et autres	(12 854)	12 161	31 153	(11 300)	19 160
Au 31 décembre	(111 616)	(47 798)	(128 873)	(7 412)	(295 699)
VALEUR NETTE					
Au 1er janvier	100 311	35 690	348 124	24 399	508 524
Au 31 décembre	98 373	36 661	319 648	33 469	488 151

Au 31 décembre 2017 comme au 31 décembre 2016, il n'existe pas d'indice de perte de valeur des immobilisations incorporelles. Le Groupe considère les principaux indices de perte de valeur suivants:

- Perspectives de commercialisation des produits dont les frais de développement ont été activés ;
- Evolution du portefeuille client ;
- Obsolescence ou abandon des logiciels développés en interne.

Affectation des écarts d'acquisition sur les éléments d'actifs des sociétés acquises

Comme indiqué en note 7 a., la comptabilisation initiale de Bambora a été accompagnée d'un exercice d'allocation provisoire du prix d'acquisition. Cette allocation du prix d'acquisition sera finalisée en 2018.

Montants nets fin décembre 2017

<i>(en milliers d'euros)</i>	Bambora (2017)	Techprocess (2017)	GlobalCollect (2014)	Ogone (2013)	Easycash (2009)	Autres	Total
Technologie hardware et software	183 506	7 277	64 935	-	-	-	255 718
Relations clients	276 276	10 323	247 063	18 750	14 919	18 132	585 463
Marques	11 764	-	-	-	-	-	11 764
Total des actifs identifiés et affectés	471 546	17 600	311 998	18 750	14 919	18 132	852 945
Amortissements de la période	(6 734)	(1 157)	(24 370)	(6 570)	(4 168)	(8 632)	(51 631)

Montants nets fin décembre 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	GlobalCollect (2014)	Ogone (2013)	Easycash (2009)	Autres	Total
Technologie hardware et software	74 555	2 520	-	-	77 075
Relations clients	261 813	22 800	19 087	15 947	319 647
Total des actifs identifiés et affectés	336 368	25 320	19 087	15 947	396 722
Amortissements de la période	(24 370)	(6 570)	(4 227)	(7 218)	(42 385)

c. Immobilisations corporelles

Actifs dont le Groupe est propriétaire

Les immobilisations corporelles, sont évaluées au coût diminué des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

Le Groupe comptabilise en immobilisations le coût de remplacement d'un composant au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et que son coût peut être évalué de façon fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les terminaux comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles sont des terminaux loués aux marchands dans le cas de contrats de location simples au regard d'IAS 17.

Les plus-values et les moins-values de cession sont enregistrées dans le résultat opérationnel, en autres produits et charges opérationnels si elles sont inhabituelles et significatives.

Amortissements

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations. Les durées d'utilité et les valeurs résiduelles des immobilisations corporelles sont revues et ajustées le cas échéant à chaque clôture.

Les terrains ne sont pas amortis. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- aménagements.....5 - 10 ans* ;
- équipements.....3 - 5 ans ;
- véhicules.....4- 5 ans ;
- terminaux.....4 - 5 ans ;
- mobilier, agencements, matériels de bureau et informatique.....3 - 10 ans*.

* ou la durée contractuelle du bail

(en milliers d'euros)	2017					Total
	Terrains et constructions	Installations techniques et outillages	Terminaux en location	Matériel informatique	Autres	
VALEUR BRUTE						
Au 1er janvier	21 396	48 281	29 839	85 951	24 145	209 612
Investissements	3 589	8 942	2 371	15 342	5 729	35 973
Cessions et mises au rebut	(4 601)	(332)	(5 812)	(6 007)	(1 161)	(17 913)
Variations de périmètre	2 551	3	14 154	6 495	1 551	24 754
Différences de conversion	(814)	(1 363)	(1 697)	(1 864)	(784)	(6 522)
Autres mouvements	1 483	997	(5 586)	567	(1 936)	(4 475)
Au 31 décembre	23 604	56 528	33 269	100 484	27 544	241 429
AMORTISSEMENTS, PERTES DE VALEUR						
Au 1er janvier	(12 470)	(34 403)	(16 818)	(56 146)	(14 882)	(134 719)
Amortissements	(4 135)	(6 766)	(3 075)	(13 943)	(3 098)	(31 017)
Cessions et pertes de valeur	4 516	318	5 624	5 776	950	17 184
Variations de périmètre	(1 048)		(4 639)	(4 132)	(1 007)	(10 826)
Différences de conversion	492	919	518	1 227	464	3 620
Autres mouvements	(431)	(15)	2 890	239	11	2 694
Au 31 décembre	(13 076)	(39 947)	(15 500)	(66 979)	(17 562)	(153 064)
VALEUR NETTE						
Au 1er janvier	8 926	13 878	13 021	29 805	9 263	74 893
Au 31 décembre	10 528	16 581	17 769	33 505	9 982	88 365

2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains et constructions	Installations techniques et outillages	Terminaux en location	Matériel informatique	Autres	Total
VALEUR BRUTE						
Au 1er janvier	17 368	32 517	9 844	36 202	20 430	116 361
Investissements	1 610	7 275	5 671	15 436	3 765	33 757
Cessions et mises au rebut	(12)	(547)	(604)	(3 492)	(764)	(5 419)
Variations de périmètre	71		17 768	751	525	19 115
Différences de conversion	(519)	763	399	(430)	110	323
Autres mouvements	2 878	8 273	(3 239)	37 484	79	45 475
Au 31 décembre	21 396	48 281	29 839	85 951	24 145	209 612
AMORTISSEMENTS, PERTES DE VALEUR						
Au 1er janvier	(8 321)	(22 350)	(7 923)	(11 110)	(10 800)	(60 504)
Amortissements	(2 126)	(5 094)	(2 108)	(12 306)	(2 507)	(24 141)
Cessions et pertes de valeur	12	542	602	3 394	713	5 263
Variations de périmètre	(17)		(9 327)	(423)	(391)	(10 158)
Différences de conversion	499	(515)	(106)	266	(46)	98
Autres mouvements	(2 517)	(6 986)	2 044	(35 967)	(1 851)	(45 277)
Au 31 décembre	(12 470)	(34 403)	(16 818)	(56 146)	(14 882)	(134 719)
VALEUR NETTE						
Au 1er janvier	9 047	10 167	1 921	25 092	9 630	55 857
Au 31 décembre	8 926	13 878	13 021	29 805	9 263	74 893

8. AUTRES PROVISIONS

Provisions

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Litiges et réclamations

Des provisions pour litiges et réclamations sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation en cours liée à des actions en justice, enquêtes gouvernementales, procédures contentieuses et autres réclamations résultant d'événements antérieurs qui sont en instance, qu'il est probable qu'une sortie de fonds représentant des avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation et qu'une estimation fiable de ce montant peut être faite. Le Groupe s'appuie sur ses avocats pour évaluer la probabilité de réalisation des risques et l'estimation des provisions relatives aux litiges et réclamations.

Restructurations

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque le Groupe a approuvé un plan formalisé et détaillé de restructuration et a :

- soit commencé à exécuter le plan ;
- soit rendu public le plan.

Les coûts d'exploitation futurs ne sont pas provisionnés.

Garanties

Une provision pour garantie est comptabilisée au moment de la vente des biens ou services correspondants.

La provision repose sur les données historiques des garanties.

Engagements de rachat des stocks des fournisseurs

Une provision pour les engagements de rachat des stocks des fournisseurs est comptabilisée pour couvrir le risque d'obsolescence des composants détenus par les fournisseurs ainsi que les risques d'excédents d'approvisionnement par rapport au plan de production industriel.

Les composants déclarés obsolètes sont provisionnés intégralement. Les excédents sont estimés en comparant le plan d'approvisionnement et le plan de production.

Risques liés à la qualité des produits

Une provision pour risques liés à la qualité des produits est comptabilisée dès lors que ce risque n'est pas couvert par la provision pour garantie.

Contrats déficitaires

Une provision pour contrats déficitaires est comptabilisée lorsque les avantages économiques attendus du contrat par le Groupe sont inférieurs aux coûts inévitables devant être engagés pour satisfaire aux obligations contractuelles.

Garanties

La vente des terminaux est généralement accompagnée d'une garantie de 12 mois. La provision pour garantie au passif du bilan traduit les coûts attendus par le Groupe afin de satisfaire à ses obligations de réparation des terminaux. Le calcul est statistique, basé sur des données historiques. Les hausses de dotations aux provisions pour garanties peuvent donc traduire deux phénomènes différents :

- La croissance des ventes accompagnées de garanties ;
- Ou une révision du calcul de la provision.

Litiges et réclamations

Le Groupe est engagé dans un certain nombre de réclamations, et de procédures judiciaires et arbitrales qui sont apparues dans le cadre normal de ses activités. Ces réclamations et procédures font l'objet d'une revue régulière par la Direction juridique du Groupe et sont couverts par des provisions lorsque le Groupe considère qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour couvrir le risque encouru et qu'une estimation fiable de ce montant peut être faite, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation du risque. Les reprises sans objet résultent, pour l'essentiel, de la résolution de ces litiges, pour lesquels le Groupe a eu gain de cause ou pour lesquels le montant réel du préjudice s'est avéré inférieur à son montant estimé.

- Litiges fiscaux

Au cours de l'exercice 2017 et des exercices précédents, des sociétés du Groupe ont fait l'objet de contrôles fiscaux et parfois de proposition de rectifications. Les conséquences financières de ces rappels d'impôts et taxes sont comptabilisées par voie de provisions pour les montants notifiés et acceptés ou considérés comme présentant une sortie de ressources probable et pouvant être déterminés de manière fiable.

Le Groupe revoit périodiquement l'estimation de ce risque au regard de l'évolution des contrôles et des contentieux et estime qu'aucun contrôle en cours n'aura d'impact significatif sur sa situation financière ou sa liquidité.

- Litiges fiscaux au Brésil

Ainsi, des procédures de redressement fiscal concernant une filiale au Brésil sont toujours en cours. Elles sont liées à l'ICMS, avec un montant en cause (principal, au titre des années 2004 à 2009, intérêts et pénalités) de l'ordre de 65,9 millions d'euros au 31 décembre 2017. Dans un contexte de guerre fiscale entre États (*Tax War*) qui affecte Ingenico au même titre qu'un grand nombre d'entreprises brésiliennes et internationales, l'administration fiscale de l'État de Sao Paulo conteste la déduction par Ingenico Do Brasil, d'une fraction de l'ICMS mentionnée sur les factures émises par un de ses fournisseurs. En effet, ce dernier bénéficierait d'un avantage fiscal accordé par l'État du Minas Gerais dans lequel il est implanté, qui ne serait pas conforme à la législation fédérale. Tous les redressements notifiés en matière d'ICMS sont encore en cours de contestations devant les cours administratives brésiliennes. Au 31 décembre 2017, aucune décision définitive des cours administratives brésiliennes n'a été notifiée à Ingenico et, par conséquent, aucune demande de mise en recouvrement n'a été reçue. Par ailleurs, la filiale, appuyée par ses conseils spécialisés, estime avoir de sérieux arguments pour contester ceux de l'administration. Au regard de l'analyse de ces risques et en application des critères de la norme IAS 37, aucune provision n'est constatée dans les comptes au 31 décembre 2017.

(en milliers d'euros)	Solde au 1er janvier 2017	Différences de conversion	Variations de périmètre	Dotations	Reprises pour utilisation	Reprises sans objet	Autres mouvements	Solde au 31 décembre 2017
Provisions pour garantie	19 826	(1 323)	93	12 043	(14 470)	(13)	(114)	16 042
Provisions pour litiges et réclamations	8 255	(138)	-	622	(931)	(423)	(1 280)	6 105
Provisions pour restructuration	2 136	(55)	-	3 878	(1 626)	-	-	4 333
Autres	23 744	(475)	1 820	6 525	(7 217)	(8 700)	1 266	16 963
Total autres provisions	53 961	(1 991)	1 913	23 068	(24 244)	(9 136)	(128)	43 443

(en milliers d'euros)	Solde au 1er janvier 2016	Différences de conversion	Variations de périmètre	Dotations	Reprises pour utilisation	Reprises sans objet	Autres mouvements	Solde au 31 décembre 2016
Provisions pour garantie	20 031	172	64	14 975	(15 416)	-	-	19 826
Provisions pour litiges et réclamations	9 810	73	239	2 641	(1 976)	(2 529)	(3)	8 255
Provisions pour restructuration	-	-	-	2 136	-	-	-	2 136
Autres	21 922	360	-	10 658	(5 972)	(3 227)	3	23 744
Total autres provisions	51 763	605	303	30 410	(23 364)	(5 756)	-	53 961

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Engagements de rachat des stocks des fournisseurs	4 077	3 363
Risques liés à la qualité des produits	5 921	8 726
Indemnités et autres avantages sociaux	-	6 883
Indemnités commerciales clients	2 963	2 037
Autres	4 002	2 735
Total autres	16 963	23 744

Le montant de 9,1 millions d'euros de reprises sans objet concerne principalement un litige relatif à des contributions sociales dont l'issue a été favorable au Groupe et les engagements de rachat de stocks des fournisseurs.

9. FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

a. Coût financier net

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Charges d'intérêts sur les emprunts au coût amorti et les emprunts obligataires	(29 213)	(20 763)
Charges d'intérêts sur les contrats de location-financement	(36)	(165)
Coût de l'endettement financier	(29 249)	(20 928)
Produits de trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 909	3 186
Produits d'intérêts des contrats de location-financement	4 533	4 829
Coût de l'endettement financier net	(21 807)	(12 913)
Gains de change	34 761	55 962
Pertes de change	(38 372)	(59 937)
Résultat de change	(3 611)	(3 975)
Composante financière des charges de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	(491)	(377)
Gains/(pertes) sur les titres de participations	20	-
Autres produits financiers	4 322	12 544
Autres charges financières	(1 298)	(3 079)
Autres produits et charges financiers	2 553	9 088
Coût financier net	(22 865)	(7 800)
Total des produits financiers	46 545	76 521
Total des charges financières	(69 410)	(84 321)

L'analyse du coût financier 2017 est la suivante :

Les charges d'intérêts sur emprunts de 29,2 millions d'euros sont liées aux emprunts décrits dans le paragraphe b relatif à l'endettement financier net :

- La charge d'intérêt relative à l'emprunt obligataire convertible (OCEANE) est de 10,7 millions d'euros ;
- La charge d'intérêt relative à l'emprunt obligataire émis en 2014 et au swap qui lui est adossé est de 9,4 millions d'euros ;
- La charge d'intérêt relative à l'emprunt obligataire émis en septembre 2017 est de 3,1 millions d'euros ;
- La charge d'intérêt relative aux emprunts bancaires est de 1,9 million d'euros (incluant l'amortissement des frais du crédit syndiqué et la commission d'engagement) ;
- Le remboursement de dettes bancaires portées par Bambora lors de son acquisition (voir Note 3 Faits marquants) a généré une charge d'intérêt de 3,9 millions d'euros, correspondant à l'accélération de l'amortissement des frais de mise en place.

Les billets de trésorerie, du fait des taux négatifs, ne génèrent pas de charges d'intérêt mais des produits.

Les produits de trésorerie et équivalents de trésorerie (2,9 millions d'euros) proviennent principalement des placements réalisés en Chine, en Inde et au Brésil.

Les produits d'intérêts des contrats de location-financement (bailleur) concernent principalement Ingenico Payment Services GmbH, Ingenico France SA, Ingenico Group SA et Ingenico Italia Spa.

Le résultat de change représentant une perte nette de 3,6 millions d'euros (dont 3,4 millions d'euros chez Bambora) résulte de pertes et gains de change générés lors de la revalorisation de prêts et emprunts à caractère financier, auxquels s'ajoutent les revalorisations des dérivés de couverture associés.

Les autres produits et charges financières comprennent notamment des intérêts de retard à recevoir relatifs à un litige fiscal au Brésil, des charges d'affacturage pour un montant de 1,0 million d'euros, ainsi que des charges relatives aux engagements de retraite (voir note 6.c Avantages aux personnels).

L'analyse du coût financier net pour 2016 était la suivante :

Les charges d'intérêts sur emprunts (20,8 millions d'euros) portaient sur l'emprunt obligataire convertible (OCEANE) pour 10,4 millions d'euros, l'emprunt obligataire émis en 2014 et le swap adossé pour 8,7 millions d'euros, l'amortissement des frais de mise en place et les frais de non utilisation du crédit syndiqué pour 1,5 million d'euros.

Les produits d'intérêts des contrats de location-financement (bailleur) concernaient principalement Ingenico Payment Services GmbH, Ingenico France SA, Ingenico Group SA et Ingenico Italia Spa.

Le résultat de change représentant une perte nette de 4,0 millions d'euros résultait de pertes et gains de change générés lors de la revalorisation de prêts et emprunts à caractère financier, auxquels s'ajoutent les revalorisations des dérivés de couverture associés.

Les autres produits et charges financières comprenaient une plus-value sur la cession de titres Visa pour un montant de 12,2 millions d'euros, des charges d'affacturage pour un montant de 1,7 million d'euros, ainsi que des charges relatives aux engagements de retraite.

b. Endettement financier net

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les dépôts à vue, et les placements très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie soumis à un risque négligeable de changement de valeur, et dont l'échéance est rapprochée.

Les découverts bancaires constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

Passifs financiers

Les passifs financiers du Groupe sont principalement constitués de dettes financières courantes et non courantes auprès d'établissements de crédit, et d'un emprunt obligataire convertible en actions. Conformément à la norme IAS 39, les premiers sont comptabilisés au coût amorti, le dernier est considéré comme un instrument financier composé.

Emprunts au coût amorti

Les emprunts sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée du montant des coûts de transaction attribuables. Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Emprunts obligataires	1 050 904	458 509
Emprunt obligataire convertible "OCEANE"	447 966	437 288
Autres dettes financières	52 310	2 555
Dettes bancaires	(2 142)	(2 161)
Dettes liées aux contrats de location-financement	77	249
Dettes financières à plus d'un an	1 549 115	896 440
Billets de trésorerie	500 000	225 000
Comptes créditeurs de banque	7 367	10 611
Autres dettes financières	1 470	1 659
Dettes bancaires ou assimilées	372	405
Intérêts courus non échus	8 323	5 404
Dettes liées aux contrats de location-financement	147	663
Dettes financières à moins d'un an	517 679	243 742
Endettement financier brut	2 066 794	1 140 182

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Trésorerie	505 973	728 724
Valeurs mobilières de placement et dépôts à terme	89 966	285 130
Trésorerie et équivalents de trésorerie	595 939	1 013 854
Endettement financier net	1 470 855	126 328

Les dettes financières à moins d'un an excluent la ligne de financement du préfinancement marchands, utilisée au 31 décembre 2017 à hauteur de 34,9 millions d'euros.

L'endettement financier net exclut le financement du préfinancement marchands. En effet, cette ligne ne finance pas les besoins généraux du Groupe mais concerne uniquement les activités d'intermédiation de Bambora. Il arrive que des fonds soient remis à des marchands avant même qu'ils n'aient été reçus par le Groupe de la part des émetteurs de cartes. La durée de ce préfinancement marchands est généralement d'un ou deux jours. Afin d'éviter de puiser dans sa trésorerie pour assurer cette remise en avance aux marchands, le Groupe a recours à un financement bancaire spécifique et dédié. Les contreparties de cette dette bancaire sont les fonds à recevoir des émetteurs de cartes, dont le risque de défaillance est extrêmement limité.

Au 31 décembre 2017, les dettes bancaires et obligataires à court et à long terme s'élevaient à 2 066,8 millions d'euros dont principalement :

- 594,8 millions d'euros correspondent à l'emprunt obligataire émis en septembre 2017 ;
- 456,1 millions d'euros correspondent à un emprunt obligataire émis en mai 2014 ;
- 448,0 millions d'euros correspondent à un emprunt obligataire convertible (OCEANE) émis le 26 juin 2015 ;
- 49,9 millions d'euros correspondent à un placement privé contracté en décembre 2017 ;
- 500,0 millions d'euros correspondent à des billets de trésorerie. En mai 2017, le Groupe a procédé à une augmentation du plafond de son programme de billets de trésorerie de 300 à 500 millions d'euros.

Au 31 décembre 2016, les dettes bancaires et obligataires à moins et à plus d'un an s'élevaient à 1 140,2 millions d'euros, dont 437,3 millions d'euros relatifs à l'emprunt obligataire convertible OCEANE, 458,5 millions d'euros liés à l'emprunt obligataire émis en 2014, 225,0 millions d'euros correspondant à des billets de trésorerie.

Emprunts obligataires

Le 13 septembre 2017, le Groupe a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire à échéance le 13 septembre 2024. Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 600 millions d'euros et est représenté par 6 000 obligations d'une valeur nominale de 100 000 euros. Les obligations portent un coupon annuel de 1,625%. La dette est comptabilisée au coût amorti, les frais d'émissions sont amortis dans le compte de résultat sur la durée de vie de l'emprunt.

Le 20 mai 2014, le Groupe a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire à échéance le 20 mai 2021. Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 450 millions d'euros et est représenté par 4 500 obligations d'une valeur nominale de 100 000 euros. Les obligations portent un coupon annuel de 2,5%. La dette est comptabilisée au coût amorti, les frais d'émissions sont amortis dans le compte de résultat sur la durée de vie de l'emprunt.

Emprunt obligataire convertible

Le 26 juin 2015, le Groupe a procédé à une émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions Ingenico nouvelles ou existantes (OCEANE) ayant pour date d'échéance le 26 juin 2022 (ISIN : FR0012817542). Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 500 millions d'euros et il est représenté par 2 904 443 obligations d'une valeur nominale de 172,15 euros.

L'OCEANE est qualifiée d'instrument financier composé et, à ce titre, entre dans le champ d'application d'IAS 32 qui impose de comptabiliser séparément au bilan la composante capitaux propres (l'option d'achat que le porteur détient en vue de convertir son obligation en action) et la composante dette (l'engagement contractuel de remettre de la trésorerie).

La juste valeur de la dette ainsi que la part affectée en capitaux propres, sont calculées à la date de l'émission de l'OCEANE, soit le 26 juin 2015.

La juste valeur de la dette au bilan, incluse dans les dettes à long terme, est calculée par référence au taux moyen du marché pour une obligation non convertible. La différence entre la valeur faciale de l'emprunt obligataire et sa juste valeur est affectée en capitaux propres dans les autres réserves, net d'impôts différés.

L'OCEANE est émise à un taux d'intérêt nominal de 0%. Le taux moyen du marché pour une obligation de maturité équivalente au moment de l'émission aurait été de 2,31%. La juste valeur de la composante dette équivaut à 422,7 millions d'euros à l'origine et à 73,3 millions d'euros pour la composante optionnelle, après prise en compte du call émetteur et de l'imputation des frais d'émission (4,1 millions d'euros répartis au prorata entre dette et capitaux propres).

Le taux d'intérêt effectif, après imputation des frais d'émission d'emprunts et reclassement de la composante capitaux propres de l'emprunt, se situe à 2,41%.

Le Groupe a couvert partiellement son obligation de livraison d'actions propres et donc la dilution potentielle au titre de la conversion des OCEANE en procédant en novembre 2016 à l'achat de 1 500 000 options d'achat.

Au 31 décembre 2017, le ratio de conversion est de 1,005 action pour une obligation.

Dettes bancaires

En décembre 2016, le Groupe a renégocié sa ligne de crédit syndiqué à maturité Juillet 2021 et porté son montant de 500 à 750 millions d'euros. Deux options d'extension (d'un an) complémentaires ont été octroyées et le syndicat des banques a été élargi. Cette ligne n'est soumise à aucun covenant.

Des cas de remboursement anticipé sont prévus à l'initiative d'Ingenico ou des prêteurs dans les cas usuels.

Le taux d'intérêt de l'emprunt est variable et se base sur l'Euribor (1 à 6 mois) plus marge.

A fin décembre 2017, comme à fin décembre 2016, le crédit syndiqué n'est pas utilisé.

En Septembre 2017, le Groupe a contracté un emprunt bancaire d'un nominal de 250 millions d'euros, mobilisable jusqu'au 18 mars 2018, d'une maturité de 3 ans. La rémunération de l'emprunt est variable et basée sur l'Euribor 6 mois plus marge. Cet emprunt n'est pas tiré au 31 décembre 2017, et ne figure donc pas dans la dette nette du Groupe. Cet emprunt n'est soumis à aucun covenant.

Autres dettes financières

En Décembre 2017, le Groupe a souscrit à un placement privé d'un montant de 50 millions d'euros, à maturité 3 ans, à taux fixe, 0,647%.

Comptes créditeurs de banque

Les concours bancaires s'élèvent à 7,4 millions d'euros dont 5,6 millions d'euros attribuables à Ingenico Payment Services GmbH.

Echéances des dettes financières

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017			
	Montant	Moins de 1 an	1 - 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunt obligataire convertible "OCEANE"	447 966	-	447 966	-
Emprunt obligataire	1 050 904	-	456 085	594 819
Dettes bancaires	(1 770)	372	(2 142)	-
Dettes liées aux contrats de location-financement	224	147	77	-
Comptes créditeurs de banque	7 367	7 367	-	-
Billets de trésorerie et autres dettes financières	553 780	501 470	52 310	-
Intérêts courus sur emprunts	8 323	8 323	-	-
Endettement financier brut	2 066 794	517 679	954 296	594 819

<i>(en milliers d'euros)</i>	2016			
	Montant	Moins de 1 an	1 - 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunt obligataire convertible "OCEANE"	437 288	-	-	437 288
Emprunt obligataire	458 509	-	458 509	-
Dettes bancaires	(1 756)	405	(2 161)	-
Dettes liées aux contrats de location-financement	912	663	249	-
Comptes créditeurs de banque	10 611	10 611	-	-
Billets de trésorerie et autres dettes financières	229 214	226 659	2 543	12
Intérêts courus sur emprunts	5 404	5 404	-	-
Endettement financier brut	1 140 182	243 742	459 140	437 300

Ventilation par devises

Cette dette, majoritairement levée en euro, est portée à plus de 99% par Ingenico Group SA.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Euro	2 063 844	1 138 573
Dollar américain	85	153
Autres devises	2 865	1 456
Endettement financier brut	2 066 794	1 140 182

Variation de l'endettement financier brut

Solde au 1er janvier 2016	1 171 938
Remboursements de dettes bancaires et autres dettes financières	(38 012)
Variations des dettes financières ayant un effet sur le tableau des flux de trésorerie	(38 012)
Intérêts capitalisés	11 734
Variation des comptes créditeurs de banque	(9 369)
Variations de juste valeur	1 972
Variation de périmètre	2 250
Ecarts de conversion et autres mouvements	(331)
Solde au 31 décembre 2016	1 140 182
Emission de billets de trésorerie	275 000
Emission d'emprunt obligataire	594 588
Emission d'autres dettes financières	49 789
Remboursements de dettes bancaires et autres dettes financières	(275 493)
Variations des dettes financières ayant un effet sur le tableau des flux de trésorerie	643 884
Intérêts capitalisés	16 230
Variations des comptes créditeurs de banque	(3 244)
Variations de juste valeur	(3 114)
Variations de périmètre	267 842
Ecarts de conversion et autres mouvements	5 014
Solde au 31 décembre 2017	2 066 794

Au cours de l'année 2017, le Groupe a émis et remboursé des billets de trésorerie pour un montant net de 275 millions d'euros. Le produit de l'émission de l'emprunt obligataire réalisée en 2017 est de 600 millions (soit 594,6 millions d'euros une fois déduit les frais et la prime d'émission). Le Groupe a également contracté un placement privé de 50 millions d'euros (soit 49,9 millions d'euros après déduction des frais d'émission).

En 2017, l'intégralité des dettes financières portées par Bambora (hormis les dettes financières liées à l'activité d'intermédiation) a fait l'objet d'un remboursement lors de l'acquisition (lignes 'Remboursements' et 'Variations de périmètre' dans le tableau ci-dessus).

Les variations de juste valeur concernent l'emprunt obligataire émis en 2014 et les swaps adossés à l'émission.

Au cours de l'année 2016, le Groupe avait émis et remboursé des billets de trésorerie pour un montant net de 34,5 millions d'euros. Les variations de juste valeur concernaient la comptabilisation de l'emprunt obligataire émis en 2014. Les variations de périmètre marquaient l'entrée des sociétés Ingenico Japan (ex Lyudia) et Think&Go dans le Groupe.

Lignes de crédits non tirées au 31 décembre 2017

Le Groupe bénéficie de lignes de crédit non tirées :

- crédit syndiqué de 750 millions d'euros ;
- emprunt bancaire de 250 millions d'euros.

c. Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt résultant de ses activités opérationnelles, financières et d'investissement. Les instruments financiers sont initialement évalués à leur juste valeur, c'est-à-dire le prix qui serait reçu pour vendre un actif ou payé pour transférer un passif lors d'une transaction ordonnée entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt est le montant estimé que le Groupe recevrait ou réglerait pour résilier le swap à la date de clôture, en prenant en compte le niveau actuel des taux d'intérêt et du risque de crédit des contreparties du swap.

La juste valeur des contrats de change à terme est leur prix coté sur le marché à la date de clôture (c'est à dire la valeur actuelle du prix à terme coté).

La comptabilisation initiale des instruments de couverture de change et de taux et celle de leurs variations de valeur se fait conformément à IAS 39.

Conformément à IFRS 13, entrée en vigueur le 1er janvier 2013, le Groupe tient compte du risque de défaut de paiement dans l'évaluation de ses dérivés de couverture. Il s'agit :

- du risque de défaut de paiement d'Ingenico quand le dérivé est un passif (risque de débit) ;
- du risque de défaut des contreparties quand le dérivé est un actif (risque de crédit).

La méthode d'appréciation de ce risque de débit ou de crédit se base sur un calcul de risque de crédit implicite pour des obligations senior à taux fixe en circulation sur le marché secondaire.

Couverture de flux de trésorerie (Cash Flow Hedge)

Lorsqu'un instrument financier dérivé est désigné comme instrument de couverture des variations de flux de trésorerie d'une transaction prévue hautement probable, la comptabilité de couverture est appliquée. La part efficace du profit ou de la perte sur l'instrument de couverture est comptabilisée directement en « autres éléments du résultat global », jusqu'à ce que l'élément couvert soit lui-même reconnu en résultat. La part efficace est alors transférée au compte de résultat. La part inefficace du profit ou de la perte est comptabilisée immédiatement en résultat financier.

Lorsque l'instrument de couverture visait à couvrir un risque lié aux activités opérationnelles du Groupe, l'impact en résultat est comptabilisé en résultat opérationnel. Lorsque l'instrument visait à couvrir un risque lié aux activités de financement du Groupe, l'impact en résultat est comptabilisé en résultat financier.

Couverture d'un élément monétaire (Fair Value Hedge)

Lorsqu'un instrument financier dérivé est utilisé pour couvrir économiquement une exposition au risque de change sur un actif ou passif monétaire comptabilisé, la comptabilité de couverture n'est pas appliquée et les profits ou pertes sur l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Lorsque l'instrument de couverture vise à couvrir un risque lié aux activités opérationnelles du Groupe, l'impact en résultat est comptabilisé en résultat opérationnel. Lorsque l'instrument vise à couvrir un risque lié aux activités de financement du Groupe, l'impact en résultat est comptabilisé en résultat financier.

Juste valeur des instruments dérivés à la clôture

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Instruments dérivés de taux		
Actif courant	7 864	11 380
Passif courant	-	-
Instruments dérivés de change		
Actif courant	439	1 064
Passif courant	(2 656)	(3 801)
Total	5 647	8 643

Ventilation des instruments par politique d'investissement

<i>(en milliers d'euros)</i>	Solde au 1er janvier 2017			Solde au 31 décembre 2017
	Juste valeur du dérivé	Variation par résultat	Variation par capitaux propres	Juste valeur du dérivé
Instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie (cash flow hedge)				
Contrats de change à terme	(1 049)	991	60	2
Options de change	38	3	0	41
Swaps de change	(4)	3	(20)	(21)
Instruments non désignés en couverture de flux de trésorerie				
Contrats de change à terme	(567)	567	-	0
Options de change	(118)	91	-	(27)
Swaps de change	(1 037)	(1 175)	-	(2 212)
Swaps de taux	11 380	(3 516)	-	7 864
Total	8 643	(3 036)	40	5 647

<i>(en milliers d'euros)</i>	Solde au 1er janvier 2016			Solde au 31 décembre 2016
	Juste valeur du dérivé	Variation par résultat	Variation par capitaux propres	Juste valeur du dérivé
Instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie (cash flow hedge)				
Contrats de change à terme	23	(158)	(914)	(1 049)
Options de change	(441)	491	(12)	38
Swaps de change	0	(6)	2	(4)
Instruments non désignés en couverture de flux de trésorerie				
Contrats de change à terme	35	(602)	-	(567)
Options de change	-	(118)	-	(118)
Swaps de change	655	(1 692)	-	(1 037)
Swaps de taux	8 729	2 651	-	11 380
Total	9 001	566	(924)	8 643

Les variations de valeur des instruments de couverture inefficaces ou celles des parties inefficaces d'instruments de couverture efficaces, sont enregistrées directement en résultat financier. Elles sont principalement liées aux différentiels de taux d'intérêts entre la devise des éléments couverts et l'euro dans le cas des couvertures de change.

En 2014, le Groupe a mis en place un swap de taux, à hauteur de 50% du nominal de l'emprunt obligataire émis en 2014, soit 225 millions d'euros, d'une durée de vie de 7 ans. Ce swap transforme une partie de l'exposition à taux fixe du Groupe en taux variable. Cette couverture est comptabilisée en fair value hedge, les variations de juste valeur du dérivé sont comptabilisées par résultat, tout comme les variations de juste valeur de son sous-jacent.

Les contrats de dérivés du Groupe comprennent des clauses de compensation pour chaque banque. Conformément à IFRS 7, la présentation des actifs et passifs de dérivés prenant en compte ces compensations serait la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017		
	Montants bruts présentés au bilan	Impact des accords de compensation	Montants compensés
JV des dérivés actifs	8 303	(411)	7 892
JV des dérivés passifs	(2 656)	411	(2 245)
Position nette	5 647	-	5 647

<i>(en milliers d'euros)</i>	2016		
	Montants bruts présentés au bilan	Impact des accords de compensation	Montants compensés
JV des dérivés actifs	12 444	(2 804)	9 640
JV des dérivés passifs	(3 801)	2 804	(997)
Position nette	8 643	-	8 643

d. Définition des classes d'actifs et de passifs financiers par catégorie comptable

Classes d'actifs et de passifs (en milliers d'euros)	2017						
	Actifs/Passifs évalués à la JV par compte de résultat	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Actifs/Passifs évalués à la JV par capitaux propres	Instruments dérivés qualifiés en couverture de flux futurs de trésorerie	Total de la valeur nette comptable	Juste valeur de la classe
Actifs financiers	-	4 555	-	15 278	-	19 833	19 833
Autres actifs non courants	-	24 876	-	-	-	24 876	24 876
Créances d'exploitation et autres créances courantes	-	539 665	-	-	-	539 665	539 665
Trésorerie et équivalents de trésorerie	595 939	-	-	-	-	595 939	595 939
Créances liées à l'activité d'intermédiation	-	172 708	-	-	-	172 708	172 708
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	460 555	-	-	-	-	460 555	460 555
Instruments financiers dérivés	8 206	-	-	-	97	8 303	8 303
Total actif	1 064 700	741 804	-	15 278	97	1 821 879	1 821 879
Emprunt obligataire convertible "OCEANE" (1)	-	-	447 966	-	-	447 966	493 026
Emprunts obligataires	-	-	1 050 904	-	-	1 050 904	1 078 367
Emprunts à long terme	-	-	50 245	-	-	50 245	50 245
Autres dettes non courantes	11 948	-	28 217	6 648	-	46 813	46 813
Emprunts à court terme	-	-	517 679	-	-	517 679	517 679
Financement du préfinancement marchands	-	-	34 940	-	-	34 940	34 940
Dettes d'exploitation et autres dettes courantes	-	-	498 115	94 469	-	592 584	592 584
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	-	-	598 323	-	-	598 323	598 323
Instruments financiers dérivés	2 599	-	-	-	57	2 656	2 656
Total passif	14 547	-	3 226 389	101 117	57	3 342 110	3 414 633

Classes d'actifs et de passifs (en milliers d'euros)	Actifs/Passifs évalués à la JV par compte de résultat	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Actifs/Passifs évalués à la JV par capitaux propres	Instruments dérivés qualifiés en couverture de flux futurs de trésorerie	Total de la valeur nette comptable	Juste valeur de la classe
Actifs financiers	-	7 400	-	9 233	-	16 633	16 633
Autres actifs non courants	-	25 816	-	-	-	25 816	25 816
Créances d'exploitation et autres créances courantes	-	469 198	-	-	-	469 198	469 198
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 013 854	-	-	-	-	1 013 854	1 013 854
Créances liées à l'activité d'intermédiation	-	28 525	-	-	-	28 525	28 525
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	273 086	-	-	-	-	273 086	273 086
Instruments financiers dérivés	11 839	-	-	-	605	12 444	12 444
Total actif	1 298 779	530 939	-	9 233	605	1 839 556	1 839 556
Emprunts obligataires convertibles "OCEANE" (1)	-	-	437 288	-	-	437 288	477 723
Emprunt obligataire	-	-	458 509	-	-	458 509	468 360
Emprunts à long terme	-	-	643	-	-	643	643
Autres dettes non courantes	-	-	33 389	75 727	-	109 116	109 116
Emprunts à court terme	-	-	243 742	-	-	243 742	243 742
Dettes d'exploitation et autres dettes courantes	-	-	489 134	-	-	489 134	489 134
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	-	-	301 611	-	-	301 611	301 611
Instruments financiers dérivés	2 181	-	-	-	1 620	3 801	3 801
Total passif	2 181	-	1 964 316	75 727	1 620	2 043 844	2 094 130

(1) La juste valeur de l'emprunt obligataire OCEANE tient compte de la composante dette et de la composante capitaux propres.

La juste valeur des emprunts obligataire et obligataires convertibles correspond à leur valeur de marché (cotation au 31 décembre 2016 et 2017).

Hiérarchie de juste valeur

Les critères utilisés pour classer les instruments financiers dans chaque niveau de juste valeur sont des critères objectifs basés sur la définition des niveaux de juste valeur selon la norme IFRS 13.

Les classes d'actifs et de passifs valorisées à la juste valeur après leur première comptabilisation sont les suivantes :

- Actifs / passifs évalués à la juste valeur par le compte de résultat et par capitaux propres,
- Actifs disponibles à la vente,
- Instruments dérivés qualifiés en couverture de flux de trésorerie.

La hiérarchie des justes valeurs se compose des niveaux suivants :

- Niveau 1 : des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- Niveau 2 : des données d'entrée autres que les prix cotés visés au Niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix) ;
- Niveau 3 : des données d'entrée relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données d'entrée non observables).

Ces actifs et passifs financiers correspondent aux trois niveaux de juste valeur présentés dans les tableaux suivants pour les années 2017 et 2016.

Par ailleurs, nous n'avons pas effectué de transfert entre les différents niveaux, entre les années 2016 et 2017.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017			
	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers	15 278	-	-	15 278
Instruments financiers dérivés (1)	8 303	-	8 303	-
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	460 555	460 555	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	595 939	595 939	-	-
Total actif	1 080 075	1 056 494	8 303	15 278
Autres dettes non courantes	18 596	-	-	18 596
Autres dettes courantes	94 469	-	-	94 469
Instruments financiers dérivés (1)	2 656	-	2 656	-
Total passif	115 721	-	2 656	113 065

<i>(en milliers d'euros)</i>	2016			
	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers	9 233	-	-	9 233
Instruments financiers dérivés	12 444	-	12 444	-
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	273 086	273 086	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 013 854	1 013 854	-	-
Total actif	1 308 617	1 286 940	12 444	9 233
Autres dettes non courantes	75 727	-	-	75 727
Instruments financiers dérivés	3 801	-	3 801	-
Total passif	79 528	-	3 801	75 727

(1) Les instruments financiers dérivés correspondent à des actifs ou passifs évalués à la juste valeur par le compte de résultat ou à des instruments dérivés qualifiés en couverture de flux de trésorerie.

Les actifs et passifs financiers de niveau 2 sont comptabilisés conformément à leur catégorie : les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur, les emprunts sont comptabilisés au coût amorti, les autres actifs et passifs reflètent leur valeur contractuelle.

Les autres dettes courantes et non courantes en niveau 3 comprennent des dettes de put vis-à-vis d'actionnaires minoritaires. Ces dettes sont comptabilisées à leur juste valeur. Elles sont évaluées principalement à partir des business plan fournis par les filiales, en lien avec la définition contractuelle, chaque contrat qui lie le Groupe à l'actionnaire minoritaire étant spécifique. Les définitions de ce calcul peuvent comporter par exemple des projections de flux de trésorerie ou de résultats.

Fin 2017, les autres dettes courantes et non courantes en niveau 3 comprennent deux dettes de put vis-à-vis des actionnaires minoritaires d'Ingenico Japan (ex Lyudia) et d'Ingenico Holding Asia Ltd. Concernant ce dernier put, il est classé en autres dettes courantes car il a été actionné le 22 janvier 2018, comme décrit dans la Note 15 Evènements post-clôture.

Les autres dettes non courantes comprennent également en 2017 des dettes d'earn-out, soit des compléments de prix à verser dans le cadre d'acquisitions passées chez Bambora.

e. Gestion des risques financiers

Risque de liquidité et de contrepartie

La gestion du risque de liquidité est centralisée au niveau de la Direction de la Trésorerie. La gestion de la trésorerie globale permet de compenser les excédents et les besoins de trésorerie internes.

La politique de financement du Groupe est d'assurer à tout moment la liquidité nécessaire au financement des investissements et aux besoins de trésorerie liés à l'exploitation, en veillant à une bonne adéquation entre ses actifs et ses passifs en termes de maturité, de devises et de taux.

Actifs financiers

Le risque de contrepartie représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque pourrait provenir essentiellement des créances clients, des titres de placement et des contreparties bancaires.

La valeur nette comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale du Groupe face au risque de crédit. Au 31 décembre 2017, l'exposition maximale au risque de crédit se présente donc ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie	595 939	1 013 854
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	460 555	273 086
Actifs financiers	19 833	16 633
Créances clients sur vente de biens et services	490 830	429 015
Créances financières liées aux locations financement	47 797	46 997
Autres créances courantes	9 692	8 128
Créances liées à l'activité d'intermédiation	172 708	28 525
Autres actifs courants	14 708	9 233
Autres actifs non courants	1 514	1 641
Instruments financiers dérivés (actifs)	8 303	12 444
Total	1 821 879	1 839 556

Face au risque de contrepartie des créances clients, il est comptabilisé une dépréciation desdites créances, qui peut correspondre à la totalité ou à une quote-part du montant, déterminée en fonction de la probabilité de recouvrement de la créance.

Le risque de crédit est suivi au niveau du Groupe par le « Credit Management ». Le Groupe suit mensuellement les délais de paiement de ses filiales et provisionne les créances partiellement ou totalement irrécouvrables. Pour se prémunir du risque de crédit et donc limiter son risque de non-paiement, le Groupe détermine le risque de crédit de chaque client, puis fixe une limite de crédit et des conditions de paiement spécifiques en conséquence. Le Groupe s'assure que des garanties sont apportées dans le cas de pays sensibles. Ces garanties peuvent être constituées par des lettres de crédit qui seront notifiées, voire confirmées.

Des précisions sur les créances clients et leur dépréciation sont disponibles en note 5.e Clients et créances d'exploitation courantes.

Le développement de l'activité dans les services transactionnels, expose le Groupe à un risque de contrepartie dans le cas où un marchand serait défaillant et ne pourrait pas honorer la prestation vendue aux consommateurs. Dans cette situation, le Groupe pourrait avoir à rembourser certains paiements faits par les consommateurs, sans certitude de pouvoir recouvrer ces avances auprès du marchand concerné. Ce risque est communément appelé « chargeback » et survient notamment lors de la faillite de marchands en ligne.

Le Groupe a développé une méthodologie permettant une analyse détaillée des risques associés à chaque typologie de services proposés afin d'en assurer un meilleur suivi et de pouvoir le cas échéant mieux calibrer les garanties demandées aux contreparties. Ce dispositif a pour objectif principal de limiter l'impact des risques de contrepartie sur le Groupe.

Enfin, dans le cadre de ses activités de services de paiement en ligne, le Groupe assure, principalement via les sociétés GlobalCollect Services, Bambora AB et Ingenico Payment Services GmbH, l'intermédiation entre les

acheteurs, les émetteurs de cartes de crédit, et les marchands. Les fonds détenus pour le compte des marchands représentent les excédents de trésorerie que le Groupe détient lorsque les montants encaissés auprès des émetteurs de cartes de crédit au titre d'opérations d'achats précèdent l'obligation de régler les marchands. Des dépôts sont également opérés par les marchands lors de l'initiation ou au cours d'une relation de clientèle avec le Groupe.

Pour les activités de GlobalCollect, l'ensemble des fonds encaissés pour le compte des marchands ou confiés au Groupe est isolé dans une fondation de droit hollandais encadrée dans son objet et protégeant les acheteurs de toute défaillance financière de la société GlobalCollect Services. Au travers de ce dispositif, enregistré et supervisé par la banque centrale hollandaise, les fonds ne peuvent en aucun cas être distribués aux fondateurs, et sont disponibles au seul paiement des marchands.

Il convient par ailleurs de noter que d'une part, le cycle de paiement de ces activités est court dans la mesure où les émetteurs de cartes de crédit ou les consommateurs remettent les fonds au Groupe et que ce dernier règle les marchands sous une durée ne pouvant excéder deux semaines, et d'autre part, que la quasi-totalité des montants encaissés auprès des émetteurs de cartes de crédit et des consommateurs précédant l'obligation de régler les marchands, induit la reconnaissance des fonds collectés à l'actif (créances liées à l'activité d'intermédiation et fonds liés à l'activité d'intermédiation), contrebalancées par un montant de dette équivalent au passif (dettes liées à l'activité d'intermédiation) (voir note 5.k Fonds, créances et dettes liés à l'activité d'intermédiation).

Passifs financiers

La capacité du Groupe à assurer le service de sa dette dépend de la performance de ses activités opérationnelles et de sa capacité à générer de la trésorerie par ses activités.

Si les flux de trésorerie futurs s'avéraient insuffisants, le Groupe pourrait être amené à :

- se financer par endettement ou émission de capitaux propres supplémentaires ;
- restructurer ou refinancer tout ou partie de sa dette ;
- réduire ou retarder ses investissements ;
- vendre des actifs.

Le Groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

A ce titre, il est nécessaire de souligner que le Groupe bénéficie de :

- une capacité de générer des flux de trésorerie significatifs récurrents, permettant de faire face aux investissements (cf. Tableau des flux de trésorerie consolidés) ;
- lignes non tirées pour 1 060 millions d'euros ;
- un ratio d'endettement (Endettement Financier Net / EBITDA) inférieur à 3.

L'échéance des passifs financiers au 31 décembre 2017 se présente ainsi :

	2017				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels (1)	Moins de 1 an	1-5 ans	Plus de 5 ans
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Passifs financiers non dérivés					
Emprunt obligataire convertible "OCEANE"	447 966	500 000	-	500 000	-
Emprunts obligataires	1 059 227	1 163 655	21 405	522 750	619 500
Dettes bancaires	(1 770)	(1 770)	372	(2 142)	-
Dettes liées au contrat de location financement	224	224	147	77	-
Comptes créditeurs de banque	7 367	7 367	7 367	-	-
Autres dettes financières	553 780	553 780	501 470	52 310	-
Financement du préfinancement marchands	34 940	34 940	34 940	-	-
Dettes d'exploitation et autres dettes courantes	592 584	592 584	592 584	-	-
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	598 323	598 323	598 323	-	-
Autres dettes non courantes	46 813	46 813	46 813	-	-
Total	3 339 454	3 495 916	1 803 421	1 072 995	619 500
Passifs financiers dérivés					
Instruments de change	2 656	2 656	2 656	-	-
Total	2 656	2 656	2 656	-	-

(1) Nominaux et intérêts

Le Groupe estime son risque de contrepartie bancaire limité, car il travaille avec des établissements de premier rang.

Les dettes financières et leurs échéances sont décrites dans la note 9.b Dettes financières nettes.

L'échéance des passifs financiers au 31 décembre 2016 se présentait ainsi :

	2016				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels (1)	Moins de 1 an	1-5 ans	Plus de 5 ans
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Passifs financiers non dérivés					
Emprunt obligataire convertible	437 288	500 000	-	-	500 000
Emprunt obligataire	458 509	506 250	11 250	495 000	-
Dettes bancaires	(1 756)	1 141	405	736	-
Dettes liées au contrat de location financement	912	912	663	249	-
Comptes créditeurs de banque	10 611	10 611	10 611	-	-
Autres dettes financières	229 214	229 214	226 659	2 542	13
Intérêts courus non échus	5 404	5 404	5 404	-	-
Dettes d'exploitation et autres dettes courantes	489 134	489 134	489 134	-	-
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	301 611	301 611	301 611	-	-
Autres dettes non courantes	109 116	109 116	-	109 116	-
Total	2 040 043	2 153 393	1 045 737	607 643	500 013
Passifs financiers dérivés					
Instruments de change	3 801	3 801	3 801	-	-
Total	3 801	3 801	3 801	-	-

Risque de change

Une part significative du chiffre d'affaires et des charges d'Ingenico est comptabilisée en devises autres que l'euro. Le Groupe est donc soumis à des risques de change naissant des achats auprès des fournisseurs de terminaux et des relations commerciales des filiales et de la maison mère. Les principales devises pour lesquelles Ingenico est exposé à un risque de change significatif sont le dollar américain (USD), la livre anglaise (GBP), le dollar canadien (CAD), et le dollar australien (AUD).

Les achats et les ventes en devises étrangères qui ne font pas l'objet d'une couverture naturelle sont couverts en partie par des instruments de couverture. L'objectif du Groupe est de couvrir des risques futurs (engagements d'achats ou de ventes) et des risques déjà présents dans le bilan (créances et dettes en devises). La stratégie de couverture est donc à la fois prévisionnelle et bilancielle.

Les principaux risques de change couverts par le Groupe sont générés par:

- les opérations d'achat et de vente de biens et services en devise liées à l'exploitation (achats auprès des fournisseurs, ventes auprès des clients) ;
- les actifs et passifs financiers en devise (notamment liés aux financements des filiales) ;
- les investissements dans les filiales étrangères.

Le Groupe utilise des instruments financiers tels que achats et ventes à terme, options de change, swaps, prêts/emprunts en devises. Le dispositif de surveillance du risque de change est piloté par la Direction de la Trésorerie, directement rattachée au Directeur Financier Groupe. Enfin, le Groupe dispose d'un logiciel de valorisation des positions de change permettant de suivre au quotidien la valorisation « mark to market » de ses positions.

Les taux de clôture et les taux moyens de change utilisés au titre de 2017 et de 2016 par le Groupe sont les suivants :

Taux de clôture	2017	2016	Taux moyens	2017	2016
Dollar américain	1,1993	1,0541	Dollar américain	1,1293	1,1066
Dollar canadien	1,5039	1,4188	Dollar canadien	1,4644	1,4664
Dollar australien	1,5346	1,4596	Dollar australien	1,4729	1,4886
Livre anglaise	0,8872	0,8562	Livre anglaise	0,8761	0,8189
Real brésilien	3,9729	3,4305	Real brésilien	3,6041	3,8616
Yuan chinois	7,8044	7,3202	Yuan chinois	7,6264	7,3496

Sensibilité au risque de change

Les tableaux ci-dessous présentent la sensibilité au risque de change commercial. Le premier tableau présente l'exposition bilancielle du 31 décembre de l'exercice, nette des couvertures mises en place. Ces couvertures sont qualifiées de 'Couverture de Juste Valeur' (ou 'Fair Value Hedge'). Le deuxième tableau présente les couvertures de flux futurs existantes ou flux de trésorerie (ou 'Cash Flow Hedge') au 31 décembre. Dans les tableaux ci-dessous, les montants négatifs correspondent à des ventes de devises, les montants positifs à des achats.

Couvertures de flux fermes (Fair value hedge)	2017			
	Dollar américain	Livre anglaise	Dollar canadien	Dollar australien
<i>(en milliers de devises)</i>				
Créances commerciales	232 258	27 072	16 521	36 878
Dettes fournisseurs	(195 564)	(14 787)	(13 561)	(9 834)
Exposition bilancielle brute	36 694	12 285	2 960	27 044
Instruments dérivés de change				
Termes	12 924	-	-	(6 189)
Exposition bilancielle nette	49 618	12 285	2 960	20 855

Couvertures de flux futurs Budget 2018 (Cash flow hedge)	2017			
	Dollar américain	Livre anglaise	Dollar canadien	Dollar australien
<i>(en milliers de devises)</i>				
Termes	-	(4 785)	(6 000)	(3 000)
Tunnels d'options	-	(4 000)	-	-
Couvertures de flux futurs	-	(8 785)	(6 000)	(3 000)

Couvertures de flux fermes (Fair value hedge)	2016			
	Dollar américain	Livre anglaise	Dollar canadien	Dollar australien
<i>(en milliers de devises)</i>				
Créances commerciales	196 199	28 151	13 801	9 506
Dettes fournisseurs	(174 347)	(17 487)	(11 875)	(4 026)
Exposition bilancielle brute	21 852	10 664	1 926	5 480
Instruments dérivés de change				
Termes	(13 300)	(6 505)	(3 722)	(2 363)
Tunnels d'options	-	(2 000)	(1 600)	-
Exposition bilancielle nette	8 552	2 159	(3 396)	3 117

Couvertures de flux futurs Budget 2017
(Cash flow hedge)

<i>(en milliers de devises)</i>	2016			
	Dollar américain	Livre anglaise	Dollar canadien	Dollar australien
Termes	(21 500)	(8 000)	(10 000)	(6 937)
Tunnels d'options	(3 500)	(2 500)	(4 000)	(4 000)
Achats d'options	(4 500)	(5 000)	(2 000)	-
Couvertures de flux futurs	(29 500)	(15 500)	(16 000)	(10 937)

Le tableau de sensibilité au risque de change commercial ci-dessous montre l'impact d'une appréciation ou d'une dépréciation de 10% de l'euro vis-à-vis des autres devises sur les montants des créances clients, dettes fournisseurs et instruments financiers dérivés de couverture. Il précise également la manière dont cet impact se traduirait dans les comptes.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	
	Impact sur le compte de résultat	
	Appréciation de 10% de l'euro par rapport aux devises	Appréciation de 10% des devises par rapport à l'euro
USD	(17 606)	21 518
GBP	(2 774)	3 390
CAD	(999)	1 221
AUD	(2 185)	2 670
Créances commerciales	(23 564)	28 799
USD	14 824	(18 118)
GBP	1 515	(1 852)
CAD	820	(1 002)
AUD	583	(712)
Dettes fournisseurs	17 742	(21 684)
USD	953	(1 201)
GBP	(138)	8
CAD	(6)	(10)
AUD	(383)	421
Instruments financiers dérivés	426	(782)
Total	(5 396)	6 333

<i>(en milliers d'euros)</i>	2016	
	Impact sur le compte de résultat	
	Appréciation de 10% de l'euro par rapport aux devises	Appréciation de 10% des devises par rapport à l'euro
USD	(16 921)	20 681
GBP	(2 989)	3 653
CAD	(884)	1 081
AUD	(592)	724
Créances commerciales	(21 386)	26 139
USD	15 036	(18 378)
GBP	1 857	(2 269)
CAD	761	(930)
AUD	251	(306)
Dettes fournisseurs	17 905	(21 883)
USD	(1 489)	1 032
GBP	(1 315)	665
CAD	(435)	314
AUD	(169)	170
Instruments financiers dérivés	(3 408)	2 181
Total	(6 889)	6 437

Le risque de change lié aux financements intra-groupes est systématiquement couvert.

Par ailleurs, le Groupe peut juger opportun de couvrir certaines opérations d'investissements à l'étranger.

Risque de taux

La gestion du risque de taux est centralisée au niveau de la Direction de la Trésorerie. La politique de couverture suivie par le Groupe répond au double objectif de sécurité et d'optimisation du coût de financement. En fonction des évolutions anticipées de la dette consolidée et des évolutions attendues des taux d'intérêt, le Groupe se fixe des objectifs de répartition taux fixe/taux variable.

Ces objectifs de répartition sont régulièrement examinés et déterminés pour les périodes à venir par la Direction Générale du Groupe après avis du Comité d'audit et de financement, puis mis en œuvre par la Direction de la Trésorerie. Les contrats d'échange de taux d'intérêt (swap) sont les instruments les plus couramment utilisés.

Au cours de l'année 2014, le Groupe a mis en place un swap de taux, à hauteur de 50% du nominal de l'emprunt obligataire émis en 2014, soit 225 millions d'euros, d'une durée de vie de 7 ans. Ce swap transforme l'exposition à taux fixe du Groupe en taux variable.

Le tableau ci-dessous présente l'exposition au risque de taux de la dette brute (définie comme étant la somme des dettes financières non courantes, des dettes financières courantes et de la trésorerie passive ou comptes créditeurs de banque) avant et après couverture économique :

(en milliers d'euros)	2017		2016	
	Encours	% dette totale	Encours	% dette totale
Taux fixe	1 559 427	75,5%	904 571	79,3%
Taux variable	507 367	24,5%	235 611	20,7%
Endettement brut avant couverture	2 066 794	100,0%	1 140 182	100,0%
Taux fixe	1 326 017	64,2%	679 571	59,6%
Taux variable	740 777	35,8%	460 611	40,4%
Endettement brut après couverture	2 066 794	100,0%	1 140 182	100,0%

La dette brute exposée à une variation des taux s'élève à environ 741 millions d'euros au 31 décembre 2017 contre 461 millions d'euros au 31 décembre 2016.

La baisse de la part de la dette brute exposée à une variation de taux résulte principalement de la baisse du financement par billets de trésorerie au 31 décembre.

Sensibilité au risque de taux

Le Groupe est soumis aux variations des taux variables sur les billets de trésorerie et sur la part de l'emprunt obligataire qui est couverte par un swap.

Une hausse ou une baisse des taux d'intérêt de 100 points de base (+/- 1%) sur l'ensemble des courbes de taux aurait un impact d'environ 7,4 millions d'euros sur la charge financière brute.

10. IMPÔTS

Impôt sur le résultat

L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à un regroupement d'entreprises ou à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global ; auquel cas il est également comptabilisé en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global respectivement.

L'impôt exigible est (i) le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, (ii) tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes, et (iii) tout autre impôt calculé sur un montant net de produits et de charges.

L'impôt différé est constaté pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé : (i) les différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale du goodwill, (ii) les différences temporelles liées à des participations dans des filiales dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible et (iii) la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprise, n'affectant ni le résultat comptable ni le résultat imposable. L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Cette appréciation repose notamment sur les critères suivants :

- existence de bénéfices imposables avant que les pertes fiscales activées n'expirent ;
- existence de différences temporelles taxables suffisantes auprès de la même autorité fiscale et la même entité imposable qui engendreront des montants imposables sur lesquels les reports déficitaires activés pourront s'appliquer ;
- détermination du caractère non récurrent des éléments qui ont conduit à la reconnaissance des déficits fiscaux.

Les actifs d'impôt ainsi différés sont dépréciés lorsqu'il devient improbable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

Crédits d'impôt recherche et développement

Les crédits d'impôt liés aux dépenses de recherche et développement sont comptabilisés en fonction du traitement fiscal appliqué dans chaque pays :

- Si le crédit d'impôt est calculé uniquement en fonction des dépenses de recherche et développement, s'il ne modifie pas le calcul du résultat taxable de la filiale, s'il n'est pas limité par la dette d'impôt de cette dernière et s'il peut être payé en cash, alors il correspond à une subvention au sens d'IAS 20 "Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique", et est comptabilisé en résultat opérationnel.
- Sinon, il est comptabilisé en impôt.

Réglementation fiscale en France

Le Groupe qualifie la CVAE d'impôts sur le résultat.

a. Charge d'impôt

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Impôt courant France	(57 060)	(64 826)
Impôt courant étranger	(52 013)	(41 038)
Charge d'impôt courant total	(109 073)	(105 864)
Impôt différé France	2 490	7 987
Impôt différé étranger	19 570	727
Produit d'impôt différé total	22 060	8 714
TOTAL	(87 013)	(97 150)

En 2017, la charge d'impôt de l'exercice correspond principalement à :

- La charge d'impôt courant due en France, en Allemagne, en Italie, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni
- L'économie d'impôt différé résultant de la comptabilisation d'actifs d'impôt différé – notamment en France, aux Pays-Bas, aux Etats-Unis et en Belgique - sur les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur base fiscale.

En 2016, la charge d'impôt de l'exercice correspond principalement à :

- La charge d'impôt courant due en France, en Chine, en Allemagne, en Italie ;
- L'économie d'impôt différé résultant de la comptabilisation d'actifs d'impôt différé – notamment en France, en Allemagne, en Espagne et en Belgique - sur les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur base fiscale.

La charge d'impôt courant du Groupe augmente légèrement en 2017. Le taux d'impôt bénéficie de l'effet globalement positif résultant de taux d'imposition locaux inférieurs au taux d'impôt de la maison mère. La baisse de charges non déductibles telles que la charge de personnel relative aux paiements fondés sur des actions ou la quote-part de frais et charges sur les dividendes reçus de filiales étrangères contribuent également à la baisse de la charge d'impôt courant. En revanche, le classement de la CVAE en impôts courants et les retenues à la source sur les dividendes versés par des filiales du Groupe contribuent à dégrader le taux d'impôt.

Conformément à l'article 235 ter ZCA du CGI, les distributions de dividendes aux actionnaires d'Ingenico Group SA, hormis celles effectuées en actions, ont déclenché le paiement d'une contribution égale à 3% des revenus distribués, soit une charge d'impôt de 1 million d'euros (1 million d'euros en 2016). L'invalidation de la contribution exceptionnelle de 3% sur les dividendes par le Conseil Constitutionnel conduit au remboursement par l'administration fiscale d'un montant de 4 millions d'euros hors intérêts. Ce produit a été compensé par l'instauration de la taxe exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés à 15% uniquement en 2017, soit 6,8 millions d'euros.

b. Preuve d'impôt

En France, le taux d'impôt courant des sociétés du Groupe s'établit à 34,43% pour l'exercice 2017.

La loi de finance votée pour l'année 2018 prévoit une baisse progressive du taux d'impôt des sociétés en France. Les sociétés françaises du Groupe seront concernées par cette baisse d'impôt en 2019.

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt comptabilisée.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Résultat avant impôt (hors sociétés mises en équivalence)	348 619	348 710
Taux d'imposition français	34,43%	34,43%
Charge d'impôt théorique	(120 030)	(120 061)
Différence entre le taux d'imposition français et le taux d'imposition des filiales étrangères	30 403	31 430
Pertes fiscales et différences temporelles de l'exercice non activées	(4 500)	(5 456)
Activation de différences temporelles et de déficits reportables antérieurs	13 604	3 198
Utilisation de déficits reportables non activés	1 993	2 697
Crédits d'impôt	5 877	5 422
Différences permanentes et autres	(14 360)	(14 380)
TOTAL	(87 013)	(97 150)
Taux effectif d'impôt	25,0%	27,9%

Les éléments de rapprochement représentent, outre l'effet des différentiels et modifications des taux d'impôt, les effets d'impôt liés aux produits non imposables et aux charges non déductibles résultant des différences permanentes entre les assiettes d'imposition locales et les comptes présentés conformément aux normes IFRS.

Les différences permanentes et autres différences en 2017 et en 2016 se composent notamment :

- de l'impact de la quote-part de frais et charges et des retenues à la source liés aux dividendes reçus des filiales par Ingenico Group SA ;
- de l'impact de la contribution additionnelle sur les paiements de dividendes effectués en France ;
- de l'effet de la reconnaissance en impôt de la CVAE en France ;
- de la non-déductibilité de la charge de personnel relative aux options et actions gratuites attribuées.

c. Impôt différé

Variation des impôts différés

<i>(en milliers d'euros)</i>	Actifs d'impôts différés sur déficits fiscaux reportables	Actifs d'impôts différés sur différences temporelles	Total actifs d'impôts différés	Total passifs d'impôts différés	Total impôts différés nets
Solde au 1er janvier 2016	6 157	42 723	48 880	(142 484)	(93 604)
Impôts différés constatés en résultat	2 880	4 303	7 183	1 531	8 714
Impôts différés constatés en capitaux propres et issus de regroupements d'entreprises	1 475	(449)	1 026	7 312	8 338
Différences de conversion	(44)	1 064	1 020	(139)	881
Autres mouvements	(1 233)	1 233	-	-	-
Solde au 31 décembre 2016	9 235	48 874	58 109	(133 780)	(75 671)
Impôts différés constatés en résultat	12 889	(9 860)	3 029	19 031	22 060
Impôts différés constatés en capitaux propres et issus de regroupements d'entreprises	3 450	(239)	3 211	(113 862)	(110 651)
Différences de conversion	(1 177)	(2 110)	(3 287)	2 065	(1 222)
Autres mouvements	(228)	228	-	-	-
Solde au 31 décembre 2017	24 169	36 893	61 062	(226 546)	(165 484)

Au 31 décembre 2017, la variation d'impôts différés constatés en capitaux propres comprend l'impact des impôts différés chez les sociétés entrantes et la comptabilisation des engagements post-emploi. Elle s'explique également par la prise en compte de la baisse progressive du taux d'impôts français à compter de 2019.

Au 31 décembre 2016, la variation d'impôts différés constatés en capitaux propres comprend l'impact des impôts différés chez les sociétés entrantes, la comptabilisation des engagements post-emploi et de la prime sur option.

Analyse par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Actifs d'impôt différé par catégorie de différences temporelles		
Immobilisations corporelles et incorporelles	6 970	8 735
Engagements envers le personnel	10 757	11 508
Stock, créances, fournisseurs et provisions	73 982	79 066
Pertes fiscales et crédits d'impôts reportables	24 169	9 235
Autres (dont instruments financiers)	124	436
ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	116 002	108 980
Effet de la compensation	(54 940)	(50 871)
TOTAL ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	61 062	58 109
Passifs d'impôt différé par catégorie de différences temporelles		
Immobilisations corporelles et incorporelles	(207 051)	(105 882)
Engagements envers le personnel	(289)	(309)
Stock, créances, fournisseurs et provisions	(73 642)	(78 367)
Autres (dont instruments financiers)	(504)	(93)
PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	(281 486)	(184 651)
Effet de la compensation	54 940	50 871
TOTAL PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	(226 546)	(133 780)
TOTAL NET	(165 484)	(75 671)

Détail des actifs d'impôts différés non reconnus

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Impôts différés sur déficits fiscaux et crédits d'impôt reportables jusqu'à 12 mois	257	99
Impôts différés sur déficits fiscaux et crédits d'impôt reportables entre 1 et 5 ans	357	1 423
Impôts différés sur déficits fiscaux et crédits d'impôt reportables au-delà de 5 ans	15 188	29 274
Impôts différés sur différences temporelles	92	2 000
TOTAL	15 894	32 796

d. Dettes d'impôt courant

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
France	1 332	1 926
Etranger	23 008	18 110
Total	24 340	20 036

11. SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE ET INTÉRÊTS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

a. Participations dans les entreprises mises en équivalence

<i>(en milliers d'euros)</i>	JoinedApp Inc.	Nanjing ZTE- Ingenico Network Technology Co., Ltd.	Fixed & Mobile Pte Ltd	Total
% d'intérêt au 1er janvier 2016	0,0%	39,5%	30,0%	
% d'intérêt au 31 décembre 2016	0,0%	39,5%	27,3%	
% d'intérêt au 31 décembre 2017	15,0%	0,0%	27,3%	
Au 1er janvier 2016	-	3 801	8 492	12 293
Quote-part de résultat	-	-	(129)	(129)
Perte de valeur	-	(600)	-	(600)
Ecart de conversion	-	-	273	273
Cession	-	(3 201)	-	(3 201)
Au 31 décembre 2016	-	-	8 636	8 636
Acquisition	1 311	-	-	1 311
Perte de valeur	-	-	(1 419)	(1 419)
Ecart de conversion	-	-	(963)	(963)
Au 31 décembre 2017	1 311	-	6 254	7 565

En 2017, le Groupe a investi dans une société californienne nommée JoinedApp, spécialisée dans les solutions de e-Commerce intégrées dans les applications de messagerie. Ayant acquis 15% du capital de la société, et étant présent au comité de direction, le Groupe a une influence notable sur JoinedApp, sans en avoir le contrôle. L'investissement est donc comptabilisé en mise en équivalence.

b. Intérêts ne donnant pas le contrôle

La quote-part dans les résultats revenant aux actionnaires minoritaires est reconnue dans les capitaux propres – participations ne donnant pas le contrôle. De même, la quote-part dans les dividendes à verser est imputée dans les capitaux propres – participations ne donnant pas le contrôle

Engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle

Les engagements d'achat de titres (*put*) donnés aux actionnaires minoritaires des filiales sont enregistrés initialement en dettes pour la valeur actualisée de leur prix d'exercice, en contrepartie des capitaux propres-part du Groupe. Les effets résultant de la désactualisation de ces dettes et ceux liés à d'éventuels changements d'estimations sont reconnus en capitaux propres-part du Groupe.

En 2017 la cession de 3% d'Ingenico Holdings Asia Limited à des managers du Groupe augmente le pourcentage de capital et de droits de vote détenus par des actionnaires minoritaires dans les activités chinoises du Groupe.

Par ailleurs, en décembre 2017, le Groupe a racheté la participation minoritaire dans Think & Go (via Ingenico Connected Screens).

Nom de la filiale	Pays	Au 31 décembre 2017		Au 31 décembre 2016	
		Pourcentage de capital et de droits de vote détenus par les participations ne donnant pas le contrôle	Résultat net - Part des participations ne donnant pas le contrôle (en milliers d'euros)	Pourcentage de capital et de droits de vote détenus par les participations ne donnant pas le contrôle	Résultat net - Part des participations ne donnant pas le contrôle (en milliers d'euros)
Ingenico Holding Asia Limited	Hong Kong	23%	(640)	20%	(1 110)
Fujian Landi Commercial Equipment Co., Ltd.	Chine	23%	5 270	20%	8 139
Ingenico Electronic Equipments Co., Ltd	Chine	23%	265	20%	303
Nanjing ZTE-Ingenico Network Technology Co., Ltd.	Pays -Bas	0%	-	0%	(127)
Lyudia	Japon	30%	(339)	30%	(371)
Think&Go NFC	France	0%	(536)	20%	(279)
			4 020		6 555

12. CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION

Actions propres

Les actions rachetées par Ingenico sont classées en tant qu'actions propres et déduites des capitaux propres, pour leur prix d'acquisition.

a. Capitaux propres consolidés

Nombre d'actions en circulation

	2017	2016
Emises au 1er Janvier	61 493 241	60 990 600
Emises dans le cadre des distributions de dividendes (1)	731 856	502 641
Emises dans le cadre des options exercées et actions acquises	112 000	-
Emises dans le cadre de l'augmentation de capital réservée aux salariés	26 017	-
Emises en fin d'exercice	62 363 114	61 493 241
Actions propres en fin d'exercice	114 734	116 534
En circulation en fin d'exercice	62 248 380	61 376 707

(1) Voir V. Etat de variation des capitaux propres consolidés

La valeur nominale de l'action Ingenico Group est de 1€.

Actions propres

<i>(en euros)</i>	2016	Acquisitions	Cessions et annulations	2017
Nombres de titres	116 534	595 767	(597 567)	114 734
Valeur	23,56	83,02	83,32	23,52
Total	2 746 044	49 463 039	(49 511 056)	2 698 027

<i>(en euros)</i>	2015	Acquisitions	Cessions et annulations	2016
Nombres de titres	276 294	928 167	(1 087 927)	116 534
Valeur	25,46	90,03	90,20	23,56
Total	7 034 657	83 558 838	(87 847 450)	2 746 044

Actions acquises pour être attribuées ou annulées

Le portefeuille des actions achetées en nom propre était de 116 534 actions au 31 décembre 2016. Au 31 décembre 2017, il est de 114 734 actions au cours moyen de 23,52 euros.

Au cours de l'année, 1 800 actions propres ont été utilisées pour servir des plans de rémunération en actions.

Actions propres acquises dans le cadre du contrat de liquidité

En 2017, 595 767 actions ont été acquises au cours moyen de 83,02 euros et autant d'actions ont été vendues au cours moyen de 83,32 euros.

Aux 31 décembre 2017 et 2016, le portefeuille des actions propres ne contient pas d'action afférente au contrat de liquidité.

b. Résultat par action

	2017	2016
Résultat de la période part du Groupe (en milliers d'euros)	256 167	244 276
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	61 806 653	61 030 782
Résultat de base par action (en euros)	4,14	4,00

Résultat de base par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions ordinaires achetées par le Groupe et détenues comme actions propres. Le nombre moyen d'actions ordinaires est une moyenne annuelle pondérée calculée en fonction de la date d'émission ou de rachat des actions au cours de l'exercice.

Résultat dilué par action

Le résultat par action dilué est calculé selon la méthode dite *treasury stock* qui :

- Au numérateur corrige le résultat net d'impôt des intérêts financiers sur les obligations convertibles ou échangeables en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) ;
- Au dénominateur rajoute aux actions ordinaires les actions potentielles qui résulteront des instruments dilutifs (OCEANE, actions gratuites et co-investissement), déduction faite du nombre d'actions qui pourraient être rachetées au prix de marché avec les fonds recueillis de l'exercice des instruments concernés. Le prix de marché retenu correspond au cours moyen de l'action sur l'exercice.

Le nombre d'actions ordinaires dilué ne tient pas compte de l'achat de 1 500 000 options décrit dans la note 9.b. Ces options permettent au Groupe de couvrir partiellement son obligation de livraison d'actions propres et donc la dilution potentielle au titre de la conversion de ces OCEANE, à échéance du 26 juin 2022.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Résultat de la période part du Groupe	256 167	244 276
Charge d'intérêts sur l'emprunt obligataire convertible OCEANE (nette d'impôts)	6 908	6 746
Résultat de la période part du Groupe dilué	263 075	251 022
Nombre moyen pondéré d'actions existantes	61 806 653	61 030 782
Incidence des instruments dilutifs :		
- octroi des actions gratuites	138 426	264 971
- conversion des obligations convertibles	2 918 965	2 910 252
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)	64 864 044	64 206 005
Résultat dilué par action (en euros)	4,06	3,91

13. ENGAGEMENTS HORS BILAN

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
ENGAGEMENTS RECUS		
Cautions diverses	22 843	2 791
Garantie de passif reçue dans le cadre de l'acquisition de 83,86% de Roam Data Inc. : sans limitation de durée (montant de l'engagement: 700 milliers de dollars américains).	584	664
Garantie de passif reçue dans le cadre de l'acquisition de TNET: illimitée dans le temps et le montant.	illimitée	illimitée
Garantie de passif reçue dans le cadre de l'acquisition de Paycom jusqu'au 1er juillet 2021 pour les garanties corporate.	12 381	12 381
Garantie de passif reçue dans le cadre de l'acquisition de PT Payment Indonesia. Le montant total des garanties de passif s'élève à 4,5 millions de dollars américains. Les échéances sont les suivantes: - fiscale jusqu'à janvier 2018 - corporate : illimitée dans le temps.	3 752	4 269
Garanties de passif reçue dans le cadre de l'acquisition d'Ogone. Le montant total des garanties de passif (hors garantie spéciale) s'élève à 89,3 millions d'euros (pour les garanties corporate de manière illimitée dans le temps)	89 325 -	89 325 -
Garantie de passif liée à l'acquisition de Think & Go. - Le plafond général est limité à 500 milliers d'euros et à une durée de 12 mois, sauf pour les charges sociales et salariales dont la durée maximale est fixée à 3 ans. Le plafond fiscal et social est limité à 150 milliers d'euros. - Les garanties fondamentales sont illimitées en temps et en montant.	500 illimitée	500 illimitée
Garantie de passif liée à l'acquisition de Lyudia. Elle couvre les garanties générales pour une durée de 24 mois à partir du 26 avril 2016, et les garanties fiscales pour une durée de 5 ans.	3 333	3 647
Garanties fondamentales illimitées dans le temps et son montant reçues dans le cadre du rachat des titres d'Ingenico Holding Asia.	illimitée	illimitée
Garantie de passif liée à l'acquisition de Nera Payment Services. Elle couvre les garanties fiscales pour une durée de 6 ans, les autres garanties pour une durée de 1 an. Les garanties fondamentales sont couvertes de manière illimitée dans le temps et leur montant.	13 160	13 846
Dans le cadre de l'acquisition de TechProcess, le Groupe dispose d'une garantie fondamentale de durée illimitée, de garanties spécifiques liées aux formalités administratives et à la nature capitalistique de la société dont l'échéance est fixée au 20 février 2020, ainsi que d'une garantie liée à l'activité de la société dont l'échéance est fixée au 30 juillet 2018.	4 169	-
Garantie de passif liée à l'acquisition de IECISA. Elle couvre les garanties fondamentales pendant 18 mois à compter de la date d'acquisition, et les garanties fiscales et sociales pendant 2 ans.	6 000	-
Dans le cadre de l'acquisition de Bambora, le Groupe a souscrit une assurance couvrant les garanties fondamentales (7 ans), fiscales, sociales (7 ans) et autres litiges (2 ans) jusqu'à 300 millions d'euros. Au-delà de cette somme les garanties fondamentales sont couvertes par les vendeurs pendant 10 ans.	300 000	-
AUTRES ENGAGEMENTS RECUS		
ENGAGEMENTS DONNES		
Cautions diverses	37 598	21 973
Garantie de Passif suite à la cession de 20% d'Ingenico Holdings Asia. Le montant total des garanties de passif s'élève à 26,1 millions de dollars américains. Les échéances sont les suivantes: - Garanties standard jusqu'à Octobre 2016 - Garanties fiscale jusqu'à Juin 2022 - Garanties fondamentales jusqu'à prescription	21 793	24 795
Garantie de passif suite à la cession de 12% de Beamm Inc. en novembre 2015. Elle est illimitée dans son montant et couvre les garanties fondamentales jusqu'à leur prescription, le 17 novembre 2018.	illimitée	illimitée

Garantie de passif suite à la cession des titres ZTE. Elle est illimitée dans le temps et dans son montant et couvre les garanties fondamentales.	illimitée	illimitée
Dans le cadre de l'acquisition de Bambora, le Groupe a repris à sa charge une garantie envers des sociétés émettrices de cartes de crédit, pour un montant de 20 millions de dollars américains.	16 676	
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES		
Le Groupe s'est engagé à contribuer à un fond d'investissement à hauteur de 15 millions d'euros. Les appels de fonds souscrits figurent au bilan pour un montant de 9 millions d'euros.	5 937	8 751

En 2017, le Groupe a contracté dans le cadre de son activité les engagements suivants :

- des commandes fermes auprès de ses fabricants pour un montant d'environ 89,5 millions d'euros au 31 décembre 2017 ;
- des paiements futurs relatifs à des contrats non résiliables en location simple.

Le tableau ci-dessous indique les loyers futurs minimaux pour les contrats non résiliables de location, par échéance:

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017	2016
Moins d'un an	23 775	21 299
1-5 ans	51 832	47 703
Plus de 5 ans	39 808	14 684
Total	115 415	83 686

Par ailleurs, dans le cadre de ses activités, les loyers futurs minimaux que le Groupe Ingenico percevra pour les contrats non résiliables de location simple représentent un montant de 9,4 millions d'euros en 2016 et de 5,6 millions d'euros en 2017.

14. PRINCIPALES SOCIETES CONSOLIDEES DU GROUPE

Principes de consolidation

Filiales en intégration globale (IG)

Une filiale est une entité contrôlée par le Groupe. Le Groupe a le contrôle sur une autre entité lorsqu'il dispose du pouvoir sur cette entité, est exposé aux rendements variables de l'entité et, en raison de son pouvoir sur cette entité, a la capacité d'influer sur les rendements qu'il en tire.

Pour apprécier le contrôle, le Groupe tient compte des droits de vote substantiels, c'est-à-dire actuellement exerçables ou exerçables au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes seront prises.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Entreprises associées (MEE)

Une entreprise associée est une entité sur laquelle le Groupe exerce une influence notable sur les décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entité, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence, à partir de la date à laquelle l'influence notable est exercée jusqu'à la date à laquelle elle prend fin.

Co-entreprises

Une co-entreprise est une entité dans laquelle une société dispose d'un contrôle conjoint, avec un ou plusieurs partenaires en vertu d'un accord contractuel et lui confère des droits sur l'actif net de celle-ci. Il n'existe pas de co-entreprise dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Les soldes bilanciaux, les produits et les charges résultant des transactions intra-groupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

Société	Pays	% intérêts	Mode d'intégration
INGENICO GROUP SA	France	Société mère	
Principales sociétés consolidées			
DI Deutsche Ingenico Holding GmbH	Allemagne	100%	IG
Ingenico e-Commerce Solutions GmbH	Allemagne	100%	IG
Ingenico GmbH	Allemagne	100%	IG
Ingenico Healthcare GmbH	Allemagne	100%	IG
Ingenico Marketing Solutions GmbH	Allemagne	100%	IG
Ingenico Payment Services GmbH	Allemagne	100%	IG
Ingenico International (Pacific) Pty Ltd	Australie	100%	IG
Ingenico e-Commerce Solutions BVBA/SPRL	Belgique	100%	IG
Ingenico Financial Solutions SA	Belgique	100%	IG
Ingenico do Brasil Ltda.	Brésil	100%	IG
Ingenico Canada Ltd.	Canada	100%	IG
Fujian Landi Commercial Equipment Co., Ltd.	Chine	77%	IG
Ingenico Electronic Equipments (Beijing) Co., Ltd.	Chine	77%	IG
Ingenico Colombia Ltda.	Colombie	100%	IG
Ingenico Iberia, S.L.	Espagne	100%	IG
Ingenico (Latin America) Inc.	Etats-Unis	100%	IG
Ingenico Corp.	Etats-Unis	100%	IG
Roam Data Inc.	Etats-Unis	100%	IG
Ingenico Business Support SAS	France	100%	IG
Ingenico Connected Screens SAS	France	100%	IG
Ingenico e-Commerce Solutions SAS	France	100%	IG
Ingenico France SAS	France	100%	IG
Ingenico Prepaid Services France SAS	France	100%	IG
Ingenico Terminals SAS	France	100%	IG
Think & Go NFC SAS	France	100%	IG
Ingenico (UK) Ltd.	Grande Bretagne	100%	IG
Ingenico e-Commerce Solutions Ltd.	Grande Bretagne	100%	IG
Ingenico Holdings Asia Limited	Hong Kong	77%	IG
Ingenico Hungary Kft.	Hongrie	100%	IG
Ingenico International India Pvt Ltd.	Inde	100%	IG
E-Billing Solutions Pvt Ltd.	Inde	100%	IG
Techprocess Payment Services Private Ltd	Inde	100%	IG
PT. Ingenico International Indonesia	Indonésie	100%	IG
Ingenico Italia SpA	Italie	100%	IG
Ingenico Japan Co Ltd	Japon	70%	IG
Ingenico Payment Systems Africa SARLAU	Maroc	100%	IG
Ingenico Mexico S.A. de C.V.	Mexique	100%	IG
GCS Holding BV	Pays-Bas	100%	IG
Global Collect BV	Pays-Bas	100%	IG
Ingenico e-Commerce Solutions BV	Pays-Bas	100%	IG

Société	Pays	% intérêts	Mode d'intégration
Ingenico Philippines Corp	Philippines	100%	IG
Ingenico Polska Sp. z o.o	Pologne	100%	IG
Ingenico CZ S.r.o.	République Tchèque	100%	IG
Ingenico LLC	Russie	100%	IG
Ingenico International (Singapore) Pte Ltd.	Singapour	100%	IG
Bambora Top Holding AB (et ses filiales en Australie, aux USA, au Canada, en Finlande, en Norvège, en Suisse et au Danemark)	Suède	100%	IG
Ingenico (Suisse) SA	Suisse	100%	IG
Ingenico e-Commerce Solutions GmbH	Suisse	100%	IG
Ingenico International (Thailand) Co., Ltd.	Thaïlande	100%	IG
Ingenico Ödeme Sistem Çözümleri AS	Turquie	100%	IG
Secure Transactions LLC	Ukraine	100%	IG
Ingenico Vietnam Co Ltd	Vietnam	100%	IG
FIXED & MOBILE Pte Ltd.	Singapour	27%	MEE
JoinedApp Inc.	Etats-Unis	15%	MEE

15. EVENEMENTS POST-CLOTURE

Acquisition de Paymark

Le 17 janvier 2018, le Groupe a annoncé l'acquisition de Paymark, réseau néo-zélandais de paiement électronique, pour un montant total de 190 millions de dollars néo-zélandais.

L'opération devrait être finalisée au cours du premier semestre 2018. En conséquence, les comptes de cette société ne sont pas consolidés dans ceux du Groupe au 31 décembre 2017.

Rachat des parts de Fosun dans les activités chinoises du Groupe

Conformément aux accords d'actionnaires conclus le 7 mai 2015 avec Fosun, le Groupe a procédé le 22 janvier 2018 au rachat des 20% détenus par Fosun dans Ingenico Holding Asia au prix déterminé de 104,6 millions de dollars. Suite à cette opération, Ingenico Group détient 97% du holding détenteur des sociétés chinoises du groupe.

Acquisition d'Airlink

Le 2 février 2018, le Groupe a clôturé l'acquisition d'Airlink, distributeur à valeur ajoutée de solutions de paiement basé à Taiwan. Airlink fournit aux acquéreurs et retailers des terminaux de paiement et des services associés tels que l'installation, la maintenance et le développement logiciel.

Les comptes de cette société ne sont pas consolidés dans ceux du Groupe au 31 décembre 2017.

16. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des commissaires aux comptes se décomposent de la manière suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017						2016	
	KPMG			MAZARS			KPMG	MAZARS
	KPMG SA	Membres du réseau	Total	Mazars	Membres du réseau	Total	Total	Total
Certification des comptes	262	827	1 089	278	587	865	888	703
Services autres que la certification des comptes	101	125	226	68	42	110	497	51
Total	363	952	1 315	346	629	975	1 385	754

17. INFORMATION FINANCIERE PRO FORMA

Le compte de résultat consolidé pro forma pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 tient compte de l'intégration des sociétés Techprocess, IECISA, ST et du groupe Bambara. Il a été préparé comme si chacune de ces acquisitions avait eu lieu le 1er janvier 2017. Il est publié à seule fin d'illustration. A ce titre, il n'est pas nécessairement représentatif de la situation financière ou des performances du Groupe Ingenico si l'acquisition de ces sociétés était intervenue à une date antérieure à celle de leur survenance réelle. Il ne préjuge pas non plus de la situation financière ou des performances du Groupe au cours des exercices futurs.

Les comptes historiques des sociétés acquises et retraitées en information financière pro forma n'ont pas fait l'objet de procédures d'audit.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2017
CHIFFRE D'AFFAIRES	2 714 315
Coût des ventes	(1 618 043)
MARGE BRUTE	1 096 272
Charges commerciales et marketing	(273 044)
Frais de recherche et développement	(186 320)
Frais administratifs	(252 129)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	384 779
Autres produits opérationnels	302
Autres charges opérationnelles	(39 207)
RESULTAT OPERATIONNEL	345 874
Produits financiers	38 202
Charges financières	(67 255)
RESULTAT FINANCIER	(29 053)
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence	(1 419)
RESULTAT AVANT IMPOTS	315 402

Le compte de résultat proforma a été établi à partir des comptes consolidés du Groupe Ingenico auxquels ont été appliqués les principaux retraitements suivants :

- Le compte de résultat de chaque société acquise a été intégré depuis le 1^{er} janvier jusqu'à sa date d'acquisition. Les règles et méthodes comptables retenues sont identiques à celles retenues pour l'établissement des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.
- Lorsque l'acquisition a donné lieu à un exercice d'allocation du prix, les charges d'amortissement des immobilisations incorporelles provisoirement reconnues ont été comptabilisées pour une année entière.
- En cas de mise en place d'un plan de rémunération en actions, la charge IFRS 2 pro forma figure pour une année entière.
- La charge financière a été ajustée afin de refléter le coût annuel des financements mis en place pour les acquisitions.
- Par ailleurs, lorsque la société acquise avait des relations commerciales avec le Groupe avant l'acquisition, alors le compte de résultat est retraité pour tenir compte des éliminations intragroupes depuis le 1^{er} janvier.